

# inprecor



## le soleil

## irlandais

à l'horizon

# du PAYS BASQUE



## Pays Basque

*Le soleil irlandais à l'horizon d'Euskadi* José R. Castaños "Troglô" **3**

## Grèce

*La combativité retrouvée des travailleurs grecs* Georges Mitralias **13**

*Déception et instabilité* Elias Ioakimoglou **15**

## France

*Éducation nationale : le grève la plus longue* Robert Noirel **33**

## Porto Rico

*En lutte contre la privatisation des télécoms* César Ayala **36**

## Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

— *Mexique, arrêter la guerre* S.U. de la IV<sup>e</sup> Internationale **12**

— *Sénégal, fraudes sur fond de crise* Badara Ndiaye **12**

— *Tunisie, harcèlement des défenseurs des droits de l'homme* [S. L.] **32**

## Disparitions

— *Geof Pearce (Nouvelle Zélande)* **12**

— *Frank Lovell (États-Unis)* **32**

— *Marcel Baufrère (France)* **32**

## Livres

Yair Auron, *Les Juifs d'extrême gauche en mai 68* J.-M. Krivine **32**

## DOSSIER - 1968 : une année charnière (2)

*Tchécoslovaquie : du printemps à l'hiver de Prague* Anna Libera **17**

*Tchécoslovaquie : « le peuple a commencé... »* entretien avec Petr Uhl **23**

*Yougoslavie : de la révolution au nationalisme* Radoslav Pavlovic **25**

*Turquie : du radicalisme républicain au socialisme* Masis Kürçügil **29**

**Notre appel à un fonds pour la diffusion d'Inprecor (cf. n° 423) au Sénégal commence à être entendu. Nous en rendrons compte dans le prochain numéro. Mais pour être efficace, l'effort doit être poursuivi pour nous permettre de continuer à fournir Inprecor à ses lecteurs sénégalais. D'avance, merci !**

## Abonnement

(11 numéros par an)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord** 190 FF (6 mois) 360 FF (1 an)
- **Autres destinations** 240 FF (6 mois) 460 FF (1 an)
- **PLI FERMÉ (toutes destinations)** 270 FF (6 mois) 520 FF (1 an)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions (lecteurs multiples)** (600 FF, 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 400 FF, 1 an)
- **Découvrir Inprecor** (Réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)

Nom - Prénom : .....  
 Rue : .....  
 Commune / Code postal : .....  
 Ville : .....  
 Pays : .....  
 Tél./Fax/E-mail : .....

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

**Pour continuer Inprecor a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !**

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

### Rédaction et administration :

PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 43 79 29 60

Fax : 33/0 1 43 79 29 61

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Rédacteur, directeur de publication, gérant : Jan Malewski

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

### Conception

**de la couverture :** Rotographie

**Imprimé** par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106

Montreuil Cedex, France.

**Diffusé** dans les librairies par

DIF' POP' SARL, 21<sup>er</sup> rue Voltaire,

75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Les photos de la couverture sont de :  
 A. Ruiz de Azua (Bilbo, 1984), en haut.  
 Josu Bilbao (Bilbo, 1977), à droite.  
 Imanol Garcia (Armintza, 1983), en bas à gauche.



par  
José Ramon Castaños "Trogló"\*

Les accords de paix de Stormont en Irlande ont ouvert les portes de l'espoir dans le conflit du Pays Basque. L'Irlande a toujours été une référence pour l'Euskadi, et c'est plus vrai encore avec l'ouverture du processus de paix. Le Pays Basque avait jusqu'alors tourné son regard vers les processus de paix en Amérique centrale et en Palestine, mais après l'échec des négociations d'Alger entre l'ETA et le gouvernement socialiste espagnol, l'espoir s'était évanoui ; il renaît aujourd'hui, nourri par l'expérience irlandaise et l'échec de toutes les tentatives avortées de l'État espagnol, entre autonomie et répression.

## 1. Un Forum pour la négociation

Un Forum pour la négociation vient de s'achever, à l'heure où nous écrivons ces lignes. Il a réuni, à l'initiative de Herri Batasuna, le nationalisme basque modéré, la gauche *abertzale* (Herri Batasuna, Batzarre et Zutik), l'ensemble du syndicalisme basque (ELA-LAB, ESK, STEE et le courant de

la Gauche syndicale dans les Commissions ouvrières), les mouvements sociaux pacifistes et les cercles les plus actifs de l'Église au Pays Basque. D'autres partis se sont prononcés en faveur d'un règlement négocié du conflit basque, à l'image de la Gauche unie et de la Convergence démocratique de Navarre (un groupement politique de centre droit qui a établi des relations institutionnelles avec le Pays Basque pendant les années où il a assuré la présidence de la Communauté forale (1) de Navarre). C'est aussi le cas de la minorité du Parti socialiste basque, dirigée par le secrétaire général de la province de Guipúzcoa, Egiuren, et le maire de Saint Sébastien, Odón Elorza. En face campent les partis de la droite espagnoliste (le Parti populaire et l'Unité du peuple de Navarre), le Parti socialiste d'Euskadi et les confédérations syndicales (les Commissions ouvrières et l'UGT) (2).

## 2. Deux fronts nationaux

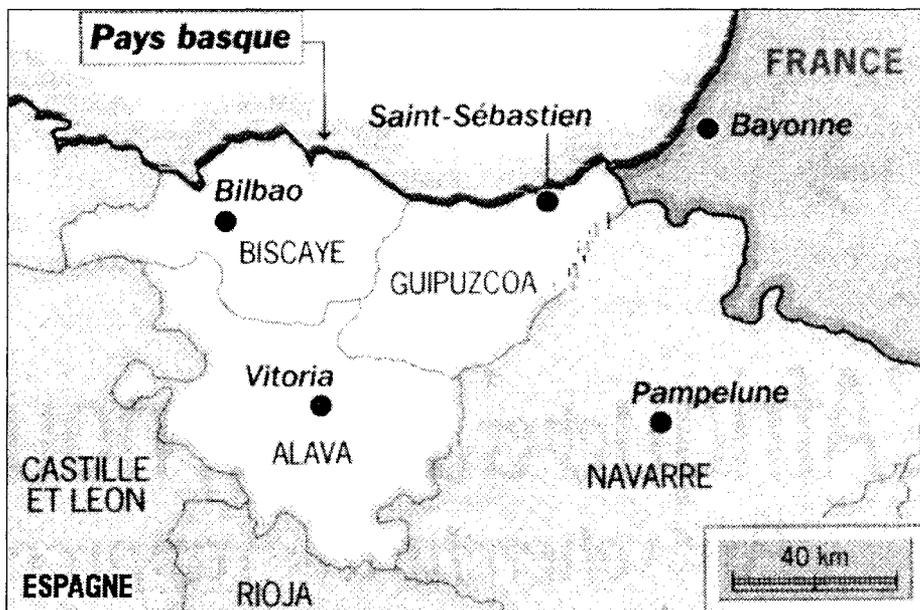
Cette distribution des forces ne doit rien au hasard. Rien d'étonnant à la collaboration de Herri Batasuna (et par son intermédiaire de l'ETA) dans la

recherche d'un engagement commun pour la paix, dans la mesure où ils sont depuis longtemps conscients que les rapports de forces politiques ne permettent pas la conquête de l'indépendance nationale par la lutte armée. Rien d'étonnant non plus à la participation du syndicalisme basque et des mouvements sociaux pacifistes, quand on sait qu'ils ont permis, principalement par l'union des syndicats ELA et LAB, la rencontre des trois partis nationalistes qui constituent la référence politique du syndicalisme basque. Les dispositions de la Gauche unie à rejoindre ce processus étaient inscrites dans l'évolution différenciée entre la Gauche unie au Pays Basque et dans le reste de l'État espagnol. Rien d'étonnant non plus au front commun formé par le Parti populaire au pouvoir, le PSOE, les Commissions ouvrières et l'UGT, parce que derrière

\* José Ramon Castaños "Trogló" est journaliste de Hika, revue éditée par Zutik, organisation de la gauche abertzale basque (issu de la fusion de la LKI, section basque de la IVc Internationale et de l'EMK, une organisation basque d'origine maoïste) qui est la référence des mouvements sociaux alternatifs en Euskadi. Il fut un des fondateurs de l'ETA-VI (rupture majoritaire de la direction de l'ETA lors de sa sixième assemblée).

1. De "fueros", privilèges accordés par les souverains léonais et castillans aux colons capables de cultiver et de défendre les terres dévastées par les incursions musulmanes et chrétiennes. Ainsi s'est enracinée une couche de petits et moyens propriétaires libres. Au XIIe et XIIIe siècles, de vastes territoires passent sous domination chrétienne. Une aristocratie foncière se constitue, mais face à elle s'élève une autre couche grâce aux privilèges (fueros) des souverains. En Navarre naissent de nouveaux centres de peuplement où se fixent des "Francs" attirés par ces privilèges (d'après l'Encyclopedia Universalis).

2. Les évêques basques ont lancé de nombreux appels publics demandant aux partis politiques qu'ils s'engagent dans la voie d'une paix négociée basée sur le respect des droits collectifs du peuple basque. Le dernier en date, lancé par l'évêque de Saint-Sébastien, Setien, dans son rôle de porte-parole de l'Église basque, insistait pour que ces négociations s'ouvrent quand bien même l'ETA poursuivrait ses actions. C'est ce que défend aussi la minorité du Parti socialiste d'Euskadi. Les réticences de la Gauche unie sont dues à l'opposition d'Anguita à ce que son organisation basque participe aux négociations tant que l'ETA n'aura pas déposé les armes.





la proposition d'une paix négociée réapparaît l'affrontement féroce et tenace entre deux conceptions contradictoires de la nation et de l'État.

Pas de surprise non plus dans les conclusions provisoires de ce premier Forum pour la paix. L'engagement commun des participants à le laisser ouvert jusqu'à parvenir à des bases politiques communes, ne témoigne pas seulement de leur ferme volonté d'exprimer le sentiment majoritaire de la société basque en faveur d'une paix négociée, mais quelque chose de beaucoup plus important : la volonté de la faire alors même que les armes ne se sont pas tues et que l'ETA poursuit ses attentats.

Cette disposition des forces répond en réalité à une conjonction de circonstances qui marque l'ouverture d'un nouveau cycle politique en

Euskadi. On avance souvent comme explication la "sagesse populaire", le constat qu'il n'y a pas de solution policière à un conflit qui dure depuis 35 ans, mais même si ce facteur est très présent, il s'y mêle d'autres causes. Trois changements structurels se sont produits simultanément : l'impasse conjointe du statut d'autonomie et de la lutte armée menée par l'ETA ; la crise du modèle de l'État des autonomies dans le cadre de l'union monétaire européenne ; et la crise de l'identité nationale de l'État espagnol résultant des deux facteurs précédents.

### 3. Une crise de direction nationale

L'autonomie basque a vu le jour il y a 20 ans, expression d'un pacte impossible entre le maximum que

pouvait accepter l'État espagnol (reconnaissance formelle des droits historiques mais affirmation institutionnelle de l'unité de l'Espagne) et le minimum de souveraineté que la majorité nationaliste du peuple basque exigeait (droit d'autodétermination et unité territoriale). Cette contradiction a été vécue comme un "diktat centraliste" par la majorité du peuple basque et a engendré un sentiment de frustration nationale si profond qu'il suffit à expliquer la radicalisation politique du nationalisme et le soutien social à la résistance armée des indépendantistes basques (3).

La constitution espagnole a explicitement rejeté le droit à l'autodétermination nationale, divisé le territoire basque en deux communautés autonomes indépendantes, le Pays Basque et la Navarre, et privé les nationalités de la souveraineté en matière législative. Et les compétences gouvernementales qu'elle leur a conférées, même si elles sont, sur le papier, relativement larges dans le cas basque, restent soumises à la volonté politique de Madrid qui les délègue au gouvernement autonome. Ces entraves constitutionnelles ont altéré les bases politiques de l'alliance entre le PSOE et le PNV à l'époque de la guerre civile et sous la dictature franquiste, le Parti socialiste basque ayant fait siennes, au cours de ses 40 années de participation au gouvernement basque en exil, les revendications d'autodétermination nationale et d'unité territoriale d'Euskadi. Le renoncement à ces revendications a détruit la possibilité d'intégrer l'ensemble du peuple basque dans un projet national partagé par le nationalisme basque et le socialisme autonomiste, et s'est alors ouverte une profonde crise de direction nationale qui dure encore.

### Le procès contre les GAL

Le procès en cours contre les ravisseurs de Segundo Marey, un citoyen français confondu avec un responsable de l'ETA par un commando des GAL et détenu en captivité en décembre 1983 dans des conditions particulièrement dures, met en lumière la responsabilité écrasante des plus hautes autorités du gouvernement de Felipe Gonzalez dans l'organisation des GAL. C'est le procès du terrorisme d'État.

Pour Melchor Miralles, journaliste, auteur d'un livre d'enquête sur les GAL, ce procès marquera une époque de l'histoire de l'Espagne, au même titre que le procès de Burgos sous la dictature franquiste, qui avait vu des militants pour l'indépendance du Pays Basque échapper de peu à la mort, ou le procès des putschistes du 23 février 1981.

Face aux juges, l'ancien responsable des services secrets de l'Armée, Emilio Alonso Manglano, a révélé le plan de lutte contre le terrorisme qu'il avait présenté à l'époque aux autorités gouvernementales, et qui devait conduire à la création des GAL, chargés d'assassiner des militants nationalistes, notamment des responsables présumés de l'ETA réfugiés en France.

Les faits, connus depuis longtemps, et la responsabilité du gouvernement socialiste de l'époque sont aujourd'hui confirmés par certains des responsables mêmes de cette sale guerre. Il faut tout le cynisme d'un Felipe Gonzalez pour maintenir une ligne de défense où le mensonge d'État vient au secours du terrorisme d'État, et affirmer qu'il s'agit d'affabulations visant à discréditer politiquement le PSOE.

3. Pour apprécier le rejet par les Basques du régime politique surgi de la réforme du franquisme, on peut considérer le résultat des différents référendums organisés à ce jour. Celui sur la Constitution n'a été approuvé que par 31 % des votes exprimés. 56 % des électeurs ont suivi l'appel au boycott lancé par l'ensemble des partis nationalistes. Le référendum sur le statut a été approuvé par 53 % des votants, face à 41 % d'absentions (expression de rejet du nationalisme radical). Le référendum sur l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN n'a été approuvé que par 21 % des votants.

Mais la bourgeoisie basque, fidèle à son pragmatisme de classe congénital, a fini par accepter à contrecœur le statut (bien réel) plutôt que d'assumer le risque (aléatoire) d'une confrontation politique avec les appareils d'État hérités du franquisme. Elle a justifié sa "claudication nationale" (c'est ainsi que le nationalisme radical désigne l'autonomie basque) en arguant d'une menace politique sur le gouvernement central. Le statut d'autonomie était pour le PNV un outil visant à conquérir de nouveaux quotas de souveraineté nationale, et cette promesse (qui rendait bien compte du malaise de la bourgeoisie nationaliste avec la formule d'"autonomie sous tutelle") poussait le nationalisme modéré à une attitude de revendication nationale permanente.

La lutte pour la direction politique en Euskadi s'est donc livrée sur un terrain délimité par la confrontation entre deux projets nationaux opposés : le projet de construction d'une nation basque distincte de la nation espagnole, et le projet d'imposition de l'idée nationale espagnole au peuple basque. Cette division s'est combinée à deux autres fractures superposées : les différences de classes, autrement dit le contenu social de l'autonomie basque (quelle nation construire), et les divergences sur les méthodes d'action politique (l'appréciation de la lutte armée menée par l'ETA). L'entrecroisement des projets et le relatif équilibre des forces en présence ont donné à cette lutte pour la direction un caractère tumultueux, et une "apparence de labyrinthe" où s'entrecroisent en permanence les alliances politiques.

On a vu se former ainsi une "alliance démocratique" de tous contre le terrorisme, mais où chacun comprend à sa façon la solution à la question de la violence (solutions policières pour ce qui est du Parti populaire et du PSOE, solutions politiques négociées pour ce qui est des nationalistes basques et de la Gauche unie). Mais cette alliance n'a pas empêché que fonctionne un "accord de facto" entre le mouvement nationaliste basque pris dans son ensemble (l'idée d'une nation basque unifiée et indépendante) qui représente la majorité de la société basque, face à une autre alliance, également "de facto",

entre les forces politiques espagnolistes (PP, UPN et PSOE), qui regroupent une forte minorité sociale derrière l'idée nationale espagnole incarnée dans un État unifié des autonomies. Il y a encore d'autres alliances croisées sur les questions sociales, qui opposent la gauche sociale et politique (la Gauche unie, Herri Batasuna et les syndicats ELA, LAB, Commissions ouvrières et UGT) face aux politiques sociales néolibérales que représentent à l'unisson le PNV, le PSOE et le Parti populaire.

#### 4. Ombres et lumières de l'autonomie

Les résultats contradictoires du gouvernement autonome basque confirment l'impasse du statut d'autonomie comme solution à la crise de direction politique en Euskadi.



Le statut a servi à consolider un certain niveau de construction d'un État basque (hypothèse du PNV) en jetant les fondations d'une solide administration nationale (Parlement et gouvernement autonomes) dans un régime de "souveraineté sous tutelle" avec l'administration centrale de l'État, concernant quelques sujets d'importance primordiale comme la politique fiscale, la concertation économique et l'ordre public.

Ertzantza, la police basque, fortement marquée idéologiquement par son opposition aux corps de police de l'État espagnol, est une police intégrale qui exerce tous les pouvoirs sauf pour ce qui touche à la lutte antiterroriste, où les compétences sont partagées, même si chaque police travaille selon ses propres critères. Le

transfert des compétences en matière d'ordre public au gouvernement basque touche directement à la question de la défense des libertés démocratiques menacées par l'État central sous le prétexte de combattre le terrorisme (tentatives pour déclarer HB illégal et fermer les moyens de communication *abertzals*, pressions pour décréter l'état d'exception et militariser le territoire basque, création des GAL, etc.)

En matière fiscale, le Pays Basque prélève la totalité de l'impôt, sur des critères parfois différents de ceux de l'État central, dispose d'une indépendance absolue pour administrer son budget, et verse une redevance au titre des services assurés par l'administration centrale, dont le montant est fixé par les autorités basques. Ce système relève très largement d'un régime de souveraineté partagée, et a permis de mener à bien un vaste programme de construction nationale qu'on ne peut ignorer. Le coût social de la reconversion industrielle a été très élevé, mais moindre toutefois que dans d'autres régions de l'État espagnol. Le taux de chômage est élevé (17 % de la population active) mais d'importantes aides sociales à la reconversion ont été accordées (retraites anticipées avec maintien de 100 % du salaire, indemnités très élevées, etc.). La bourgeoisie basque a réussi à moderniser ainsi l'appareil productif et à le rendre compétitif sur le marché mondial (le taux de croissance de la production industrielle des deux dernières années atteint 9 %), en faisant porter sur l'État central la responsabilité morale et sociale de la reconversion, et finalement le coût politique du chômage et de la précarisation de l'emploi.

On peut encore apprécier les avancées en matière de construction nationale dans le domaine de l'éducation et de la culture. Le gouvernement basque y dispose également de compétences exclusives, ce qui lui a permis de renforcer l'université publique basque, d'inscrire l'apprentissage de la langue basque (*euskera*) dans tous les établissements d'enseignement public, et d'édifier un système complexe d'aides à la réappropriation de la langue et au développement de l'identité nationale basque (canaux spécifiques de radio et télévision, pro-

## Pays Basque

motion de l'édition en euskera, construction d'une historiographie basque différenciée de sa version espagnole, etc.). Cela a permis notamment l'intégration nationale de la communauté immigrante de deuxième génération et l'affirmation d'une conscience nationale plus nettement différenciée de l'identité espagnole.

Mais ces progrès ne peuvent dissimuler de graves carences dans le domaine de la construction nationale, qui ont laissé de profondes blessures dans la société basque. Nous en retiendrons trois parmi les plus importantes.

### 4-1 Un déficit démocratique

Un déficit démocratique, inscrit dans le déni constitutionnel de décider librement du destin national (autodétermination), et qui s'est aggravé ensuite sous le gouvernement central socialiste, avec la législation antiterroriste, le confinement des prisonniers politiques basques à des centaines de kilomètres de l'Euskadi, l'organisation du "terrorisme d'État" (les GAL) orchestrée dans les locaux mêmes du Comité fédéral du PSOE, la pratique courante de la torture lors des interrogatoires de la police, et la manipulation des tribunaux qui n'ont pas hésité à prononcer leurs condamnations sur la base des seules preuves apportées par les rapports de police résultant d'interrogatoires en l'absence de tout défenseur.

Il faut préciser que si nous parlons de "tutelle centraliste" et de "crise de légitimation sociale" de l'autonomie basque, nous nous démarquons aussi bien de l'idée d'une autonomie imposée par la répression - thèse que défend l'ETA jusqu'à présent, que de l'idée d'absence de tout soutien social au régime autonomiste issu de la transition démocratique.

La répression politique ne s'est pas exercée collectivement sur le peuple basque, mais sélectivement contre l'ETA, même si elle s'est évidemment accompagnée d'une altération des normes les plus élémentaires de "l'État de droit". Et si le statut d'autonomie a été contesté par la majorité du peuple basque, il a néanmoins reçu le soutien des partis "espagnolistes", le Parti populaire, le Parti socialiste et

l'Union du peuple de Navarre. Ces partis représentent ensemble 40 % de l'électorat basque-navarrais, et même s'il s'agit d'une base sociale démobilisée en comparaison avec le nationalisme basque, cette position illustre la résistance au processus d'intégration nationale et la lenteur de sa progression, sous l'impact actif d'"idéologies nationales" espagnoles (4).

Au-delà du conflit entre identités nationales, il faut souligner que la majorité sociale (73 % à en croire les sondages) rejette ouvertement la légitimité des "deux violences face à face" qui sévissent en Euskadi (celle du pouvoir central et celle de l'ETA), ce qui témoigne avec éloquence de la



4. Le paysage électoral en Euskadi est resté très stable depuis l'instauration du statut d'autonomie il y a 20 ans, et il témoigne de la fracture dont nous parlons. Le vote nationaliste modéré concerne 40 % de l'électorat. Le nationalisme radical et la gauche représentent 25 %, la droite espagnole 17 % et le PSOE 16 %. Il n'y a pas de projection mécanique possible entre ces pourcentages électoraux et la répartition de la population basque selon son origine, mais il est intéressant de relever que l'ensemble des votes PP et PSOE (33 %) est proche du pourcentage des citoyens basques nés en Espagne (28 %). Leurs descendants, la deuxième génération, sont mélangés avec la population d'origine basque, et leurs choix politiques sont généralement différents de ceux de leurs parents. Les tendances électorales en Navarre s'inversent, et les votes basques-navarrais représentent 30 % de l'électorat.

profonde culture démocratique du peuple basque, et des profondes carences du Parti socialiste dans ce domaine. Il n'en reste pas moins que le choc de ces deux violences nourrit l'intolérance politique et la dégradation de la convivialité citoyenne, comme en témoignent la "kale borroka" (des actes de sabotage réalisés par des groupes de jeunes de la gauche abertzale), la permanence de la « culture de résistance armée » et de son opposée, la « culture répressive pour rétablir l'ordre autant que de nécessaire » (5).

### 4-2 La séparation de la Navarre

La séparation territoriale de la Navarre a été assurée au début de la transition, dans les longues années où le Parti socialiste gouvernait à la fois à Madrid, en Navarre et en Euskadi, même si c'était ici en coalition avec le PNV. Le Parti socialiste s'est allié avec la droite antibasque et a congelé la sécession du territoire navarrais en bloquant les relations institutionnelles entre les deux communautés autonomes, et en construisant une identité navarraise et espagnole qui s'emploie à se différencier de l'identité basque par un discours d'opposition à une prétendue ingérence d'Euskadi dans les affaires de la Navarre. Ce discours tire sa force d'une population qui parle majoritairement le castillan, de la tradition forale d'un territoire qui a donné, avec le carlisme, une base sociale à la droite franquiste dans la guerre civile des craintes séculaires d'une assimilation par le nationalisme basque, et des erreurs historiques de ce dernier qui n'a pas su construire un discours national adapté

5. Le nombre des victimes au cours des 35 années de lutte armée atteint 1 204. On compte également 600 prisonniers basques dans les prisons espagnoles, et plus de 500 réfugiés. Les actes de sabotage réalisés par les organisations de jeunesse du nationalisme radical (kale borroka) sont au nombre de 1 410 pour ces 4 dernières années, et le nombre d'arrestations et de procès à ce sujet dépasse 1 100. Ces groupes sont formés par des jeunes de moins de 21 ans, qui s'en prennent systématiquement aux édifices publics, au mobilier urbain et aux agences bancaires, pour l'emploi, etc. Il ne s'agit pas d'une "violence indiscriminée" et son rapport est frappant à l'objection de conscience, à la désobéissance civile et à l'insoumission. Le nombre d'insoumis basques atteint 12 000, ce qui représente 80 % de la totalité des insoumis dans l'État espagnol.

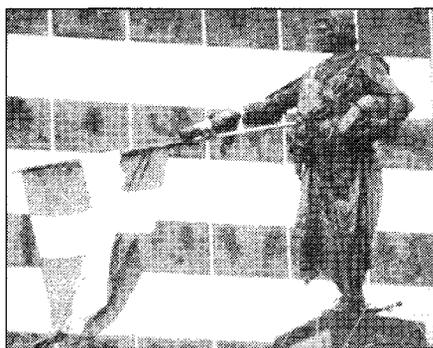
aux spécificités historiques de la Navarre. C'est ainsi que perdurent des institutions séparées, dont la distance augmente au fil des rancœurs, et la construction d'une identité navarraise qui inclut en son sein les ambivalences de deux référents nationaux antagoniques, basque et espagnol.

## 4-3 Haines nationales

L'exacerbation des haines nationales est une conséquence inévitable des aberrations socialistes dans le traitement de la question basque. Il a fallu attendre vingt ans le transfert des compétences gouvernementales reconnues dans le statut d'autonomie, et chacune a dû être arrachée au pouvoir central au prix d'une exacerbation des tensions nationales. A chaque fois, ce transfert de compétence a été présenté comme une concession à la "voracité nationaliste" en contrepartie de son engagement dans la lutte contre l'ETA, un message clairement adressé à l'opinion publique espagnole dont on cherche à stimuler le sentiment national blessé par "l'égoïsme national des Basques". Une dialectique infernale s'est alors instaurée, dans la mesure où ce discours nationaliste de la "raison d'État" a provoqué à son tour la réaffirmation de "sentiments anti-espagnols" parmi le peuple basque, dont on s'est servi par ailleurs pour nourrir la résistance à l'intégration nationale de la communauté des citoyens basques provenant de l'immigration. Ce sont les organisateurs des GAL à l'époque où ils étaient dirigeants du Parti socialiste basque, García Damborenea, Txiki Benegas, etc., qui ont théorisé la division du peuple basque en deux communautés nationales : la communauté basque, qualifiée de bourgeoise et raciste par référence au PNV et au discours de son fondateur, Sabino Arana, et la communauté espagnole, provenant de l'immigration, qualifiée d'ouvrière, socialiste et universaliste, immunisée de ce fait contre tout "préjugé national".

Tous les pas en avant en matière d'intégration nationale qui s'étaient produits dans la solidarité de la lutte antifranquiste ont été remis en cause. La modernisation du discours national du PNV (abandon de l'idéologie de ségrégation et des conceptions eth-

niques de la nation) a laissé un espace dont s'est emparé le Parti socialiste, avec une "idéologie de ségrégation espagnoliste", pour s'opposer au processus d'intégration basque de la communauté immigrante. Mais il s'est heurté à la force de conviction d'un nationalisme basque qui a toujours recherché l'intégration et l'égalité des droits de tous les citoyens basques, quelle que soit leur origine. Les politiques de normalisation linguistique fondées sur le respect du choix volontaire de chacun, ont permis l'intégration des immigrants de la deuxième génération à marche accélérée, le plus normalement du monde, mais bien moins pour ceux de la première génération marqués par les préjugés nationaux encouragés par le Parti socialiste. La division du mouvement ouvrier basque en deux fronts syndicaux qui s'opposent sur la question nationale (les Commissions ouvrières et l'UGT



d'une part et, d'autre part, tous les autres syndicats qui, soit dit en passant, représentent la majorité) est une autre conséquence de ces haines nationales encouragées au nom de la "raison d'État".

La frustration nationaliste dans le cadre du statut d'autonomie n'a cessé de croître, et le choc des identités nationales entre la majorité *abertzale*



La police espagnole disperse une manifestation en faveur de l'amnistie.

et la forte minorité de citoyens basques et navarrais qui se considèrent, eux, basques et espagnols ou seulement espagnols et antibasques, n'a pas non plus été réduit par assimilation ni modification des comportements identitaires. Si on ajoute enfin le problème majeur posé par les actions armées de l'ETA, on comprend la dégradation de la situation politique et, au vu de l'impasse du statut d'autonomie, la demande d'une réforme constitutionnelle émanant de la majorité des organisations politiques, syndicales et sociales basques.

## 5. L'impasse de la lutte armée

L'impasse de la lutte armée conduit également la société basque, les partis et les syndicats *abertzals* à rechercher une issue par le dialogue et la négociation. L'assassinat du conseiller du Parti populaire à Ermua et les mobilisations contre l'ETA en juillet 1997, marquent un point de rupture dans la dégradation politique du conflit basque. Toute la société basque, unanime, la droite comme la gauche, les nationalistes comme les non-nationalistes, est descendue dans la rue dans une mobilisation générale sans précédent contre l'ETA. Contrairement à ce qui se passait jusque-là, tout le monde percevait que l'ETA avait dépassé les frontières du tolérable dans sa stratégie de "socialisation de la douleur". Dans cette mobilisation, les mots d'ordre de la lutte contre la dictature franquiste ont été retournés, et ce cri unanime du peuple basque contre les forces de répression du franquisme, ce fameux "qu'ils partent !" a été alors lancé contre l'ETA, symbole de l'exaspération et de la condamnation par la majorité sociale de cette "dérive vers la barbarie", selon les termes de certains dirigeants reconnus du nationalisme basque. La contradiction béante entre le discours d'une organisation qui justifie sa violence politique par la volonté de libérer son peuple de l'oppression nationale, et le fait que ce même peuple lui lance au visage son rejet unanime de ses méthodes d'action violente, ont même conduit la majorité des électeurs de Herri Batasuna à mettre en cause la pertinence de la lutte armée. Pour les dirigeants du nationalisme radical, ces

### **ELA et le syndicalisme basque**

Les syndicats *abertzales* ELA, LAB, ESK, STEE, Ezker Sindikala, etc., représentent 61 % du total des délégués syndicaux sur le territoire basque (y compris la Navarre). Les Commissions ouvrières et l'UGT, syndicats espagnols en Euskadi, en représentent 37 %, les 2 % restants se répartissant entre différents courants minoritaires.

ELA a été créé à l'initiative du PNV pour faire contrepoids au syndicalisme de classe (socialiste, communiste et anarchiste). D'orientation démocrate-chrétienne (doctrine sociale de l'Église), c'était un syndicat jaune dans les années 30. La résistance au franquisme l'a conduit lentement vers des positions de gauche, sans jamais rompre avec le PNV. L'institutionnalisation de l'autonomie basque, avec la mise en place du statut, a provoqué une prise de distance avec le PNV (autonomie et rupture des rapports de dépendance), et l'abandon net des thèses interclassistes. Le nouveau cycle de politiques néolibérales l'a définitivement convaincu d'incorporer la lutte des classes à ses références indépendantistes.

C'est l'un des syndicats les mieux organisés d'Europe. Avec plus de 90 000 affiliés (davantage que les Commissions ouvrières et l'UGT réunies), une caisse de résistance de plus d'un milliard de pesetas et un système de cotisations qui représente 87 % de ses ressources. C'est le seul syndicat majoritaire dont le fonctionnement ne dépend pas des subventions de l'État, ce qui lui confère une indépendance politique totale dans ses rapports avec l'administration publique.

Ces deux dernières années, ELA a conclu une alliance stratégique avec LAB, le syndicat de Herri Batasuna, qui représente 15 % des délégués syndicaux, pour exiger une législation du travail spécifique au Pays Basque (souveraineté législative), lancer un plan d'action contre le chômage et la pauvreté (répartition du travail, redistribution des richesses), et unifier les revendications nationales d'autodétermination et de souveraineté politique, avec les revendications sociales d'une société basque égalitaire.

Cette alliance syndicale joue un rôle de premier plan dans la recherche d'une solution négociée au problème de la violence politique.



événements politiques ont été une véritable gifle : cela revenait à se faire expulser par sa propre famille (le peuple basque) de sa propre maison (l'Euskadi). Pour les dirigeants les plus lucides du nationalisme radical, il fallait à l'évidence imprimer un changement de direction à la stratégie générale du mouvement de libération nationale. Le PNV a également mesuré le risque d'une involution politique avec les événements de juillet et la poursuite de la lutte armée dans ce contexte. Et ces facteurs convergents ont créé des conditions propices à une modification générale de toutes les stratégies politiques en présence.

### **6. Une nouvelle direction politique**

Une nouvelle direction politique est en gestation dans le syndicalisme basque. L'alliance entre le syndicalisme d'origine PNV (ELA) et le syndicalisme lié à l'ETA (LAB) a dessiné la possibilité d'une issue au moment opportun, quand la dégradation de la situation politique atteignait son point culminant et que le statut d'autonomie comme la lutte armée de l'ETA étaient dans l'impasse. Cette possibilité s'appuie sur des espaces de négociation ouverts par le mouvement social (ELKARRI) et l'affirmation d'un courant d'opinion majoritaire qui rejette aussi bien la violence de l'ETA que le corset centraliste qui bride le Pays Basque. Ils ont l'avantage de formuler ce sentiment citoyen en termes très clairs et avec la légitimité que leur

confèrent leur condition de syndicalistes et leur influence majoritaire au sein du mouvement ouvrier organisé.

Les idées force qu'ils ont dégagées pour mettre en œuvre cette solution politique sont saisissantes :

1- Le statut d'autonomie est une impasse, et il faut une nouvelle impulsion en matière de souveraineté pour achever le processus de construction nationale.

2- L'ETA est une entrave car elle crée plus de problèmes qu'elle n'en résout, elle pervertit l'éthique du mouvement de libération nationale basque, et elle bloque le potentiel d'initiative politique de la majorité sociale.

3- Mais tout autant que l'ETA, la constitution centraliste est une entrave. Le problème national et le problème de la violence se situent à des niveaux distincts mais corrélés. Prétendre en finir avec la violence par des moyens policiers est non seulement vain mais antidémocratique. Il faut une solution négociée pour construire un nouveau consensus national sur les droits historiques du peuple basque, qui permettra de résoudre à la fois le problème national et celui de la violence politique.

Ces idées force expriment bien le rapport de forces politiques actuel en Euskadi, et elles attestent implicitement que la construction de la nation basque ne peut pas être menée à bien actuellement par les méthodes révolutionnaires de la rupture avec l'État central. Elles reflètent pourtant l'opinion majoritaire du peuple basque et montrent la possibilité d'avancer maintenant dans une perspective d'affirmation de la souveraineté par des réformes constitutionnelles. Cette



## Le plan de paix du gouvernement basque

Le plan Ardanza peut être résumé en cinq points.

1- Une victoire policière sur le terrorisme n'est pas réaliste et penser que l'ETA renonce volontairement à la lutte armée, ou que Herri Batasuna se désolidarise de l'ETA pour s'intégrer aux institutions démocratiques n'est pas raisonnable. Il est nécessaire de chercher une solution négociée à la violence.

2- Aucun gouvernement démocratique ne négocie avec les terroristes. La négociation doit donc être menée par les partis politiques. L'ETA doit déléguer à Herri Batasuna sa représentation politique, et décréter un cessez-le-feu illimité après l'accord entre les partis politiques.

3- Les bases politiques pour une solution négociée doivent s'appuyer sur le statut d'autonomie, pour en résoudre les carences : transfert de toutes les compétences au gouvernement autonome, y compris celles qui relèvent de la sécurité sociale et de l'organisation d'une banque nationale basque, reconnaissance du droit du peuple basque à décider librement

de son destin national, et ouverture d'un processus d'unité territoriale avec la Navarre sous la forme d'une coordination institutionnelle librement accordée par les deux parties.

4- La constitution espagnole doit être interprétée avec flexibilité pour faire place à ces réformes nécessaires, qui seront adoptées par le Conseil d'État après avoir recueilli l'accord majoritaire du peuple basque lors d'un référendum.

5- Les actions armées de l'ETA sont une entrave à la réalisation de ce nouveau consensus national. L'ETA devrait faciliter un accord politique en annonçant une trêve militaire unilatérale. Le préalable n'est pas de déposer les armes, mais des gestes d'apaisement qui facilitent le consensus. Le PNV prend la responsabilité d'engager les discussions politiques avec Herri Batasuna et les autres partis politiques, quand bien même l'ETA poursuivrait ses actions militaires. Le "réalisme politique" prend le pas sur le discours critique de la violence, et les discussions politiques sont blindées face aux avatars de la violence.

volonté de mettre la politique au poste de commande pour impulser la participation citoyenne pose à son tour la nécessité de former des alliances politiques nouvelles (un nouveau consensus national) où la bourgeoisie basque peut prétendre à la consolidation de sa domination politique sur le Pays Basque par la participation active du PNV.

## 7. L'alliance nationale

L'alliance nationale proposée par les syndicats basques n'implique pas leur renoncement à la lutte de classes, ni à l'objectif d'une "nation basque souveraine et socialiste", parce qu'ils incarnent par ailleurs la lutte contre les politiques néolibérales du gouvernement basque. Ce front de lutte politique contre la bourgeoisie basque par les mobilisations sociales contre le chômage et la pauvreté (partage du travail et redistribution générale des richesses) est aujourd'hui plus ouvert que jamais. Mais ce n'est pas un obstacle à l'incorporation active du PNV au consensus national pour une issue négociée au problème basque. Le plan de paix présenté par le président du gouvernement basque ressemble beaucoup à celui des syndicats, même si les "bases politiques pour la paix"

restent en débat, ce qui témoigne du niveau politique d'une classe sociale fortement préoccupée par son pays et ses affaires. Le plan Ardanza (*Iehendakari* basque) résume bien l'évolution d'une bourgeoisie basque qui cherche à s'unifier nationalement dans le cadre d'un projet consensuel. La violence politique et l'impasse du statut d'autonomie ne permettent pas de construire une nation intégrée. Elle a besoin d'un climat de normalisation politique avec une plus grande vertébration économique entre les différents territoires basques, une articulation des infrastructures qui facilite son intégration dans les circuits européens, et une souveraineté partagée dans les relations de l'État espagnol avec l'Union européenne. Plus de 40 % de la production industrielle du Pays Basque et de la Navarre est exportée vers l'Europe. Si dans le passé, c'est la perspective du "marché national espagnol" qui a poussé la bourgeoisie basque à rompre les barrières intérieures (abolition du régime foral avec les guerres carlistes), le marché de l'industrie et de la finance basques tend à se déplacer aujourd'hui vers l'Europe et l'Amérique latine (6). Ces tendances poussent vers l'intégration économique des deux



entités (intérêts économiques partagés), la recherche de formules mixtes de collaboration sur le plan politico-institutionnel (Conseil ou Diète Pays basque-Navarre à l'image de la tentative récente des deux gouvernements autonomes), la création d'une banque nationale basque (proposition du PNV) et l'ouverture de "délégations commerciales" à l'extérieur pour consolider ou élargir les marchés internationaux (reconnaissance d'une réalité de fait derrière la formule de "représentation extérieure partagée"). L'alliance politique qui s'ébauche entre le PNV et la Convergence démocratique de Navarre de l'ancien président de la communauté forale, Juan Cruz Alli, pointe vers cette perspective, mais elle ne se consolidera que dans la mesure où se présenteront des formules d'unité territoriale du Pays Basque qui respectent les spécificités de la Navarre.

Les bases politiques du plan Ardanza semblent conçues pour construire cette nouvelle alliance nationale dans le nouveau concert des "États et régions" de l'Union européenne.

## 8. Les difficultés du consensus national

Les difficultés pour construire ce nouveau consensus national ne sont pas minces.

6. Le gouvernement basque a ouvert des agences commerciales dans les principaux pays européens et latino-américains. Le plus souvent, cela allait de pair avec le développement du Banco Bilbao Bizkaia dans les pays latino-américains, qui a ouvert de nouveaux marchés à l'industrie basque de transformation. L'émigration basque en Amérique latine (installée dans les centres de pouvoir de certains des principaux pays) a joué également un rôle important dans le développement des affaires basques.



## 8-1 Le nationalisme espagnol

Le nationalisme espagnol, en tout premier lieu, semble avoir fait de "l'esprit d'Ermua" son cheval de bataille. Il a mis à profit les mobilisations anti-ETA et il regroupe la majorité des partis espagnols, le Parti populaire, le PSOE, certains dirigeants de la Gauche unie, les syndicats (Commissions ouvrières et UGT), les moyens de communication de l'État, et la majorité des "travailleurs de la culture", pseudo intellectuels qui se nourrissent à sa mangeoire.

Les idées force de ce fameux "esprit" ont de quoi atterrir quiconque est démocrate : « *Il n'y a pas de problème national basque ; il y a seulement un problème terroriste qu'il faut résoudre par l'union de tous les démocrates pour soutenir les solutions policières.* » « *La gauche abertzale est un mouvement fasciste qui met en danger les libertés démocratiques en Espagne, et si le nationalisme modéré du PNV est comme il le prétend, une option politique démocratique, il doit défendre le statut des autonomies contre le totalitarisme de l'ETA.* » « *L'identité nationaliste du PNV le conduit à des positions ambiguës qui servent de couverture au terrorisme, et son aspiration à la construction nationale basque le conduit à un fondamentalisme idéologique, à l'exclusion de ceux qui ne sont pas nationalistes, et à s'ingérer dans les affaires de la Navarre.* » L'antibasquisme est devenu une idéologie de la raison d'État, une sorte d'acte sublime de la démocratie qui identifie démocratique et espagnol, et terroriste et basque. Il s'agit d'une vulgaire manipulation de sentiments collectifs aussi diffus que celui de la « *solidarité nationale entre les peuples*

*d'Espagne* », avec l'idée de promouvoir sur la base du rejet de la violence un mouvement régénérateur de l'idée de l'Espagne, qui compense par l'affirmation de l'unité intérieure la perte de souveraineté politique extérieure avec la participation à l'Union européenne.

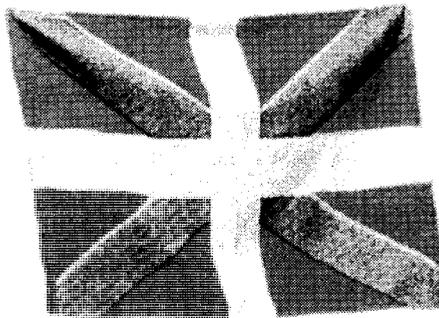
Les nationalismes européens peuvent se nourrir de la peur d'une

perte d'identité culturelle, et ont trouvé dans l'immigration africaine et est-européenne un bouc émissaire. Mais le nationalisme espagnol de cette fin de siècle s'alimente au vertige produit par la perte de souveraineté "par en haut" (l'Europe) et la peur de la désagrégation nationale de l'État "par en bas" (constructions nationales différenciées en Euskadi et en Catalogne).

## 8-2 Le discours nationaliste basque

Le discours nationaliste basque, sa façon de répondre à cette idéologie de résistance nationale espagnole, seront déterminants dans le processus qui s'ouvre aujourd'hui.

Une autre difficulté apparaît, qui est endogène au nationalisme basque, et pour la résoudre correctement il faudra introduire des changements importants dans le projet national, de sorte qu'il intègre les différentes identités nationales présentes en Euskadi. Il faut pour cela substituer à l'idéologie de l'affirmation nationale une politique d'intégration citoyenne.



Si on veut avancer résolument vers l'unité territoriale, il faut désamorcer l'idéologie de résistance antibasque des Navarrais. Cela implique de reconnaître la spécificité de la Navarre dans une formule d'alliance institutionnelle entre les deux territoires et de

construire une identité nationale nouvelle (Pays Basque-Navarre). Il en va de même avec les problèmes identitaires dans la société basque et leur rapport avec l'exercice du droit d'autodétermination nationale.

La reconnaissance de ce droit est une chose, et autre chose son exercice pratique. Il est aisé de construire un consensus largement majoritaire sur la reconnaissance constitutionnelle du droit à l'autodétermination (qui, soit dit en passant, est la condition sine qua non de la solution du problème basque), mais il est tout aussi aisé de prévoir que son exercice pratique produira de profondes divisions politiques au sein du peuple basque. Tous les sondages d'opinion confirment l'évidence : aucune des options possibles n'obtiendrait la majorité dans un référendum. Le Pays Basque n'a pas aujourd'hui une cohésion nationale suffisante pour que les solutions à la question nationale recueillent un consensus majoritaire. Il faudra donc en passer par une phase transitoire où s'appliqueront d'autres solutions complémentaires (qui recueillent, elles, un consensus majoritaire), telles que les formules de souveraineté.

L'expérience concrète montre indiscutablement que les mêmes personnes qui se prononceraient contre l'indépendance nationale, s'opposent également aux ingérences centralistes dans les décisions relevant des institutions basques. L'exercice de la souveraineté politique (prise unilatérale de décisions politiques, exercice du droit de veto sur les réglementations centralistes, etc.) permet de régler le conflit des identités nationales et les craintes collectives d'une assimilation nationale des parties en présence : la peur basque d'une assimilation espagnole, la peur de la Navarre d'une assimilation basque, et la peur de l'immigration espagnole de perdre son identité originelle. L'exercice de la souveraineté apparaît alors comme la seule voie qui permette d'unifier le peuple basque.

## 9. Trêve et négociation

Tout paraît indiquer que le nationalisme basque est entré dans une phase d'adaptation de son projet national aux fractures que présente aujourd'hui la société espagnole. On peut en attendre la proposition de

bases politiques communes pour une solution négociée de la violence, et on peut s'attendre à ce qu'elles rallient la majorité du Parti socialiste basque. Même ainsi, il n'y a aucune garantie que les partis espagnols en Euskadi (ou tout au moins certains d'entre eux) abandonnent la "guerre de tranchées" où ils sont embourbés.

La stratégie de négociation conçue pour y répondre est aussi audacieuse qu'imprévisible. Deux initiatives tactiques semblent s'esquisser au terme des négociations en cours. D'une part, une trêve illimitée décrétée par l'ETA sans que soient déposées les armes. D'autre part, l'organisation sous l'égide des autorités basques d'un référendum populaire sur les bases politiques de la négociation préalablement convenues (proposition ELKARRI). On peut en prévoir sans peine le résultat : la mobilisation unanime d'une société qui veut la fin de la violence, l'isolement de toutes les résistances qui obstruent actuellement le chemin du dialogue, et la mise en difficulté du gouvernement central qui n'aurait plus d'autre argument que la raison de la force. Un problème reste posé à moyen terme, celui de la poursuite de la lutte armée de l'ETA et de la répression policière. Les conversations engagées entre le PNV et Herri Batasuna relèvent d'un choix : "se blinder" face à la poursuite des violences. Au lendemain du récent attentat commis par l'ETA et de l'arrestation presque simultanée par la police basque de l'un de ses commandos (avec mort d'homme dans chaque

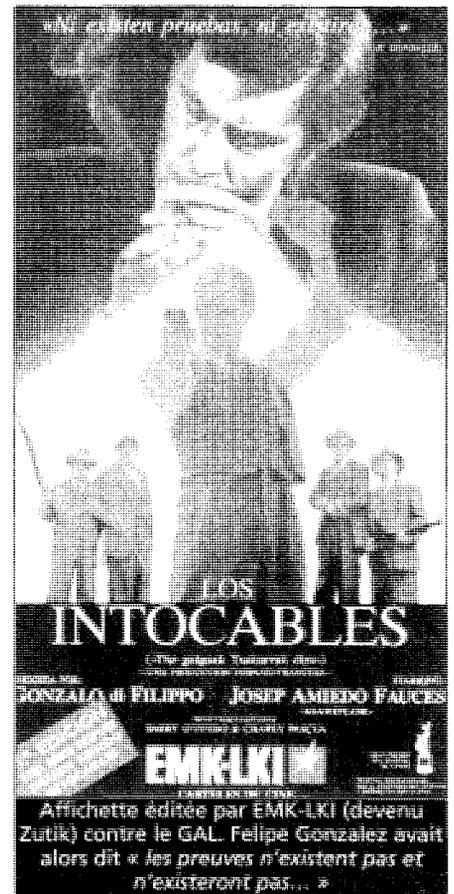
cas), le ministre de l'Intérieur du gouvernement basque a vanté les mérites de la "méthode du blindage" en citant Isaac Rabin : « *Il faut négocier même s'ils continuent de tuer et les pourchasser comme s'il n'y avait pas de négociations.* »

L'aspiration à la paix est si forte en Euskadi et si présente "l'école jésuite" sur les terres de son fondateur que tous approuveront le "moindre mal" de cette méthode de négociation si elle permet de hâter la fin des violences. Mais si les négociations politiques n'avancent pas au rythme des nécessités, si les délais s'étirent au-delà de ce que la société basque est prête à supporter, alors la spirale de violence qu'elle renferme peut finir par dévorer le dialogue en cours.

### 10. La gauche espagnole

Le rôle de la gauche espagnole peut à son tour faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre, mais les courants qui la portent ne sont guère encourageants.

Le procès contre le PSOE pour ses responsabilités dans l'organisation du "terrorisme d'État" (les GAL) révèle une opinion publique favorable à « *la persécution des terroristes par tous les moyens* », tout en se refusant de pardonner ses mensonges au PSOE, son refus de reconnaître l'évidence. S'opposer à ce sentiment majoritaire, c'est courir le risque de se minoriser électoralement, et si l'on ajoute que la solution du problème basque exige des modifications constitutionnelles, il



est aisé de comprendre le scepticisme de la gauche espagnole à ce sujet.

Tout le monde est conscient que la configuration future de l'État espagnol dans le concert de l'Union européenne se joue actuellement en Euskadi, parce que toute modification de la constitution espagnole aurait des effets en cascade sur les autres nationalités (Catalogne, Galice, Iles Canaries) et des réactions jacobines au sein du nationalisme espagnol, à l'image de ce qui se passe dans la direction de la Gauche unie, où certains n'hésitent pas à accuser de « *manquement à la solidarité nationale* » tout mouvement de rupture avec l'État centraliste. Ils creusent ainsi la tombe de leurs propres libertés : c'est ce que leur ont dit en toute clarté les signataires du manifeste madrilène pour une solution politique négociée au conflit basque. Ils ne sont encore qu'une goutte d'eau dans un désert d'incompréhension, mais ils incarnent cette valeur inestimable de l'engagement éthique pour la démocratie et la liberté. La perspective d'une trêve militaire au lendemain d'un accord politique entre les forces basques devrait donner l'occasion à leur semence de germer dans l'opinion publique de la gauche espagnole. ■

### Manifeste pour une solution négociée dans le conflit basque

Ce manifeste, impulsé par nos camarades de la Gauche alternative de Madrid, organisation affiliée à la IV<sup>e</sup> Internationale, a reçu le soutien d'une centaine d'intellectuels, de certains dirigeants locaux de la Gauche unie, de certaines personnalités politiques qui avaient travaillé auprès du ministre de la Justice du dernier gouvernement socialiste, comme Margarita Robles et d'autres, et qui ont révélé la participation de responsables militaires de la Garde civile dans l'organisation des GAL. Le général Galindo est l'un des détenus en attente de jugement.

Il repose sur trois idées simples :

1- Il n'y a pas de solution policière à un problème d'essence politique. L'État espagnol doit faire siennes les exigences de paix et de cohabitation démocratique majoritaires au sein de la société, en prenant en charge une solution négociée à la violence.

2- Pour mettre fin aux souffrances et aux atteintes aux droits humains, il ne faut pas attendre que l'ETA décide de déposer les armes. Il faut des gestes d'apaisement comme le rapprochement des prisonniers basques de leur lieu d'origine, et il faut ouvrir un dialogue et des négociations sans conditions.

3- L'ETA devrait décréter une trêve des actions armées pour faciliter le démarrage des conversations pour une paix négociée.

## Mexique

### Il faut arrêter la guerre et la répression

Après l'autodissolution de la Conai, la Commission nationale de médiation qui a joué un rôle privilégié dans les négociations entre l'EZLN et le gouvernement, Zedillo et l'armée mexicaine poursuivent leur offensive pour tenter de détruire militairement le mouvement zapatiste.

Ces derniers jours, la répression a connu une nouvelle escalade qu'il faut impérativement bloquer.

Dans le municipe autonome de San Juan de la Libertad, dans l'Etat du Chiapas, les forces militaires du gouvernement ont lancé une nouvelle attaque contre des paysans désarmés et commis un nouveau crime contre les communautés autonomes, avec pour objectif de détruire l'organisation démocratique des bases de soutien zapatistes.

Simultanément, dans l'Etat de Guerrero, l'armée fédérale, mobilisant hélicoptères, lance-grenades, mortiers et mitrailleuses, a assassiné onze personnes accusées d'appartenir à l'Armée populaire révolutionnaire (EPR).

C'est une nouvelle provocation du gouvernement Zedillo dans le cadre de la sale guerre qu'il mène contre les mouvements insurgés et les organisations populaires.

Nous appelons toutes les forces démocratiques et révolutionnaires à redoubler les initiatives de dénonciation et les campagnes de solidarité pour arrêter la main criminelle du pouvoir.

Secrétariat unifié  
de la IV<sup>e</sup> Internationale  
Paris, 12 juin 1998

## Sénégal

### Fraudes et corruption sur fond de crise

Dakar, 26 juin 1998. Après les élections communales et rurales de 1996, l'opposition, toute tendance confondue, avait critiqué l'implication de l'administration dans l'organisation des élections et exigé la création d'une commission électorale nationale indépendante. Cette implication était source de fraudes et de manipulations du fichier électoral et des résultats, ce qui assurait au Parti socialiste au pouvoir la victoire finale à tous les coups. La contestation avait pris

une telle ampleur que le président du PS, Président de la République, avait pris l'initiative d'une réponse à ces critiques. C'est ainsi que fut créé l'ONEL (Observatoire national des élections) avec ses démembrements départementaux.

Aux yeux d'une bonne partie de l'opinion et même de certains secteurs de l'opposition la création de l'ONEL était un rempart contre la fraude et un instrument de transparence du processus électoral.

Pour AND-JEFF/PADS\*, la création de l'ONEL n'était pas une solution véritable contre la fraude. Même si notre parti n'avait pas rejeté l'éventualité d'une collaboration avec l'ONEL, il avait clairement tracé les limites de ce dernier en raison de la prédominance de l'Administration dans l'organisation des élections, particulièrement du Ministère de l'Intérieur, des gouverneurs et des préfets. A ce dispositif institutionnel il faut ajouter le mode d'élections : une liste majoritaire (le parti qui a le plus de voix obtient d'emblée 70 sièges) et une liste proportionnelle (tous les partis se partagent 70 sièges au prorata des voix obtenues). Et n'oublions pas le rôle de l'argent dans la corruption par le pouvoir de dirigeants de l'opposition, l'achat de cartes d'électeurs, etc.

De plus le PS a utilisé tous les moyens de l'Etat pour sa campagne : avions présidentiels et militaires, dispositif de falsification et de substitution des procès-verbaux, disparition des cartes d'électeurs. Il a organisé des casses d'urnes, des déplacements et des fermetures de bureaux de vote là où les résultats ne lui étaient pas favorables. Le cas le plus grave est celui de Djibidione dans le département de Bignona, en Casamance, fief de AND-JEFF/PADS, où le pouvoir a utilisé l'armée pour apeurer les populations et provoquer un exode vers la Gambie. Si ce village avait voté, AND-JEFF/PADS qui est majoritaire dans ce département aurait largement gagné. Ce qui lui aurait donné deux députés supplémentaires.

A tout cela, il faut ajouter une différence entre les chiffres du fichier officiel et la réalité, soit 150 000 personnes.

Dans ces conditions les élections législatives étaient piégées dans leur conception, leur organisation et leur déroulement. Beaucoup de Sénégalais se

demandent si voter est encore utile.

Cette interrogation est d'autant plus forte que l'opposition est allée dispersée dans ces élections avec 18 listes. Cela c'est traduit aussi par une dispersion de l'électorat. Conséquence : le PS a eu 95 députés, le PDS libéral en eu 24 (soit moins que lors des précédentes élections) et la liste "Folli" de AND-JEFF/PADS 4 (alors qu'il n'avait qu'un seul député sortant).

Les résultats de AND-JEFF/PADS sont en deçà de sa force politique et électorale. Ceci peut s'expliquer entre autres, par la participation aux élections du Renouveau démocratique, une scission du PS conduite par l'ancien Ministre de l'Intérieur, Djibo Kâ, allié à deux organisations dont la LCT (ex-lambertistes).

A la suite de ces élections, le PDS libéral a perdu beaucoup de forces et se trouve dans une crise très grave, de même que le PS. La coalition gouvernementale rassemblée par le partage du gâteau a éclaté de son côté, alors qu'elle apparaissait comme une garantie de stabilité pour les bailleurs de fonds.

Une chose est sûre : il sera difficile de battre le PS par les élections avec un dispositif de fraudes aussi bien organisé sans alliance des forces réellement engagées dans la lutte pour la chute du PS, avec comme perspective de mettre en place une politique alternative qui réponde aux préoccupations de la population.

Malgré tout le PS veut organiser très rapidement les premières élections sénatoriales et offrir des strapontins à ses dirigeants mécontents faute d'avoir été élus députés. Le remaniement ministériel attendu sera peut-être une étape importante dans la distribution des récompenses aux responsables socialistes.

Badara Ndiaye\*

## Nouvelle Zélande

### Mort de Geof Pearce

Après quatre mois de lutte contre le cancer notre camarade Geof Pearce est mort le 19 février 1998 à l'âge de 51 ans.

Geof s'est engagé dans la lutte pour une société plus juste lorsque, adolescent, il rejoignit le combat anti-impérialiste du Mouvement de la jeunesse progressiste. Cela l'a conduit à s'engager dans les mouvements de solidarité internationaliste. Il était un dirigeant du NUPE, un syndi-

cat combatif d'employés du secteur public.

Entré à quinze ans dans la vie active, Geof avait exercé de très nombreux métiers : apprenti-peintre en bâtiment, journaliste sportif, ouvrier d'industrie, cheminot, graphiste, imprimeur... Au cours de ces dernières années Geof enseignait la sociologie à l'Université avant de se consacrer à plein temps au syndicalisme.

Lorsqu'il était ouvrier agricole, Geof rencontra Heather, sa compagne durant trente ans. Ensemble ils avaient fondé un appartement thérapeutique pour les jeunes en difficultés, qu'ils élevaient avec leurs deux enfants, Sasha et Nadia. Plus tard ils prirent la gérance d'un magasin d'aquariophilie qui est devenu un lieu de discussions politiques et philosophiques, attirant les étudiants. C'est alors que Geof décida, à 32 ans, de compléter ses lacunes et d'entreprendre des études universitaires. En peu d'années il obtient une maîtrise de sociologie, puis un doctorat. C'est au cours de ses études universitaires qu'il découvrit les écrits de Trotsky et de Mandel.

C'est au cours de ses études que Geof fonda la petite Ligue communiste révolutionnaire (RCL). Le parti travailliste venait de remporter les élections en 1984 et Geof prédisait un tournant "réaliste" de sa politique, alors que nombre de militants de gauche nourrissaient de grands espoirs dans le gouvernement social-démocrate et furent surpris quand ce dernier entreprit un ajustement structurel qui remettait fondamentalement en cause les acquis de la classe ouvrière.

En 1986-1989 les militants de la RCL, dont les articles publiés dans *New Zealand Monthly Review* avaient reçu un écho favorable au sein de la gauche radicale, parvinrent à regrouper celle-ci au sein de l'Alliance socialiste, luttant pour une démocratie directe et pour la réduction du temps de travail. Après l'éclatement de cette Alliance, il anima un Centre d'éducation socialiste, qui organisait chaque vendredi des soirées de débats.

La rare combinaison d'esprit pratique et de capacités d'analyse que Geof incarnait va manquer à ses camarades syndicalistes et aux militants de la IV<sup>e</sup> Internationale. [J. C.]

\* Badara Ndiaye est secrétaire national adjoint, chargé des Sénégalais de l'étranger et membre du secrétariat exécutif politique du Parti africain pour la démocratie et le socialisme (AND-JEFF/PADS).

# La combativité retrouvée des travailleurs grecs

par  
Georges Mitralias

Tandis que l'offensive néolibérale du gouvernement social-démocrate piétine à cause de la réaction de plus en plus déterminée des travailleurs, le parti socialiste (PASOK) est traversé par une crise historique et le paysage syndical et politique grec commence à se transformer à une vitesse qui étonne même les plus optimistes.

Le gouvernement social-démocrate de Kostas Simitis ne faisait pas mystère de ses intentions bien avant le déclenchement de son offensive printanière contre les travailleurs grecs. En effet, c'était vers la fin de 1997 que son Ministre des finances, Yannis Papantoniou, déclarait au *Financial Times* que le gouvernement grec était à la recherche d'une confrontation exemplaire où les travailleurs joueraient le rôle des mineurs anglais et lui-même celui de Mme Thatcher ! La revendication cynique du précédent historique anglais en disait long sur la détermination de M. Simitis et de ses ministres d'employer tous les moyens afin de porter un coup durable au mouvement ouvrier et "normaliser" la société grecque. L'application de l'intégralité du programme néolibéral du gouvernement grec passait donc par la défaite historique des syndicats du secteur public et l'écrasement de toute velléité de résistance de la part des salariés.

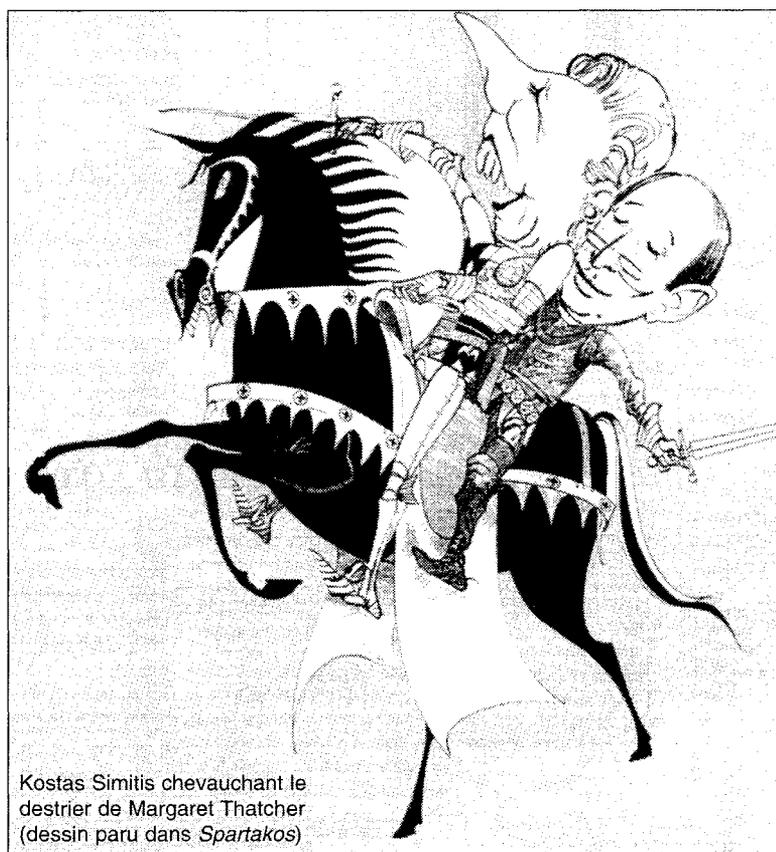
La suite des événements n'a pas démenti la profession de foi du ministre des Finances. L'offensive gouvernementale a pris son départ peu après avec l'an-

nonce du plan de restructuration draconienne de l'Olympic Airways, qui innovait mondialement en imposant à certains secteurs de ses travailleurs la semaine de... 55 heures avec diminution des salaires ! Le choix de l'Olympic Airways était judicieux : relativement bien payés, ses employés représentaient une certaine "aristocratie" des salariés et en plus ne disposaient pas de la sympathie de la société grecque qui se plaignait du mauvais fonctionnement de cette entreprise publique.

occupations, manifestations et même séquestrations de la direction se sont succédées pendant un mois, tandis que voyait le jour la première tentative de dépassement du sectarisme et de la division traditionnelle des forces de la gauche grecque. Pour la première fois depuis huit ans, des centaines de syndicalistes de "Synaspismos" (Coalition de Gauche), de l'aile gauche du PASOK et aussi du Parti communiste collaboraient dans la lutte et apposaient leur signature au bas d'un manifeste qui appelait les travailleurs à la résistance.

Après maintes péripéties, l'accord final conclu entre la direction et les syndicats de l'Olympic Airways constituait un compromis. Bien que la réforme de l'Olympic était désormais un fait, l'impression générale fut que les (maigres) concessions obtenues constituaient sinon une victoire, au moins un match nul entre les deux parties. En fin de compte, la leçon retenue par l'opinion publique et le mouvement ouvrier était que la lutte paye. Pour le gouvernement, il s'agissait déjà d'une défaite tactique parce que cette confrontation test n'avait pas répondu aux attentes, c'est à dire à l'écrasement exemplaire et définitif de toute résistance organisée.

Le sentiment diffus que l'affaire de l'Olympic fut une victoire à la Pyrrhus pour le gouvernement grec a été confirmé peu après quand la première tentative de privatisation d'une entreprise publique rencontra la réaction immédiate et farouche des travailleurs de la Banque Ioniennne. Dès le premier jour, l'écrasante majorité des salariés de cette vieille banque s'est mise en grève, tandis que les



Kostas Simitis chevauchant le destrier de Margaret Thatcher (dessin paru dans *Spartakos*)

Commencée sous de très mauvais augures pour le mouvement syndical, la "bataille" de l'Olympic Airways s'est pourtant conclue par une demi-victoire ou plutôt par une victoire à la Pyrrhus pour les gouvernants néolibéraux grecs. Malgré les conseils des bureaucrates syndicaux du PASOK, la base de ses travailleurs a réagi vite et de façon très dynamique. Grèves,

## Grèce

affrontements très durs et presque quotidiens avec les forces anti-émeutes de la police faisaient tache d'huile.

Quarante-cinq jours plus tard, le paysage syndical et politique du pays en sortait sensiblement transformé : la fraction syndicale du PASOK subissait ses premières scissions avec l'apparition d'une aile gauche organisée. L'unité à la base progressait tandis qu'au sommet se nouaient les premières alliances entre des centaines des syndicalistes du PC, de Synaspismos et du courant de gauche du PASOK. En résultait le changement de majorité de la CGT à l'occasion des prises de position en faveur des grévistes de la Banque Ioniennne, ainsi que l'émergence d'une nouvelle majorité de gauche à l'Union Locale d'Athènes. Presque simultanément, le PASOK commençait à être traversé par une crise très profonde. Le gouvernement était aux abois, les cadres du parti donnaient des signes de désaffection grandissante envers leur direction néolibérale et une partie consistante de la base se révoltait, accusant de "trahison" le Premier ministre et son gouvernement.

C'est exactement à ce moment du développement de la lutte de classe que la Grèce allait vivre cinq jours mémorables (du 11 au 15 Mai) ponctués par des affrontements d'une violence inouïe entre des milliers d'enseignants et la police dans au moins 20 villes du pays. Protestant contre l'abrogation de la liste d'attente selon l'ancienneté et l'introduction d'un



système d'examens pour sélectionner ceux des auxiliaires qui allaient être embauchés dans l'enseignement public, des milliers d'enseignants, chômeurs et auxiliaires (certains attendent leur régularisation depuis 20 ou 25 ans après leur sortie de l'université !), soutenus par la Fédération de l'Éducation (OLME) se sont battus pendant 5 jours et nuits partout dans le pays contre les forces de l'ordre qui avaient transformé en camps retranchés les écoles où se tenaient les examens bidons voulus par la réforme de l'enseignement. Pour la société grecque c'était comme une révélation. Un gouvernement social-démocrate n'hé-

sitait pas à mobiliser des dizaines des milliers de flics qui faisaient usage de tout leur arsenal chimique et même de balles en caoutchouc afin de mater la résistance désespérée de ses enseignants !

Le bilan (provisoire) est très encourageant. Pour la première fois après 10 ans de défaites continues, les travailleurs grecs



font maintenant preuve d'une grande combativité et d'une encore plus grande détermination. Malgré les ravages causés précédemment par la désunion, le sectarisme et surtout le manque d'alternative politique qui caractérisent les partis réformistes, la résistance à l'agression néolibérale s'étend de jour en jour, tandis que l'effondrement de la popularité du gouvernement se combine désormais avec la crise la plus aigue que le PASOK ait jamais connue.

Évidemment, rien n'est encore décidé et tout dépendra de l'issue finale de cette véritable guerre de classe qui est toujours en cours. Cependant, on peut déjà constater que la recomposition du paysage social et politique n'est plus une utopie. Elle est maintenant en marche en même temps que le changement des rapports de force à l'intérieur de la gauche grecque. Ce qui, il y a trois mois, n'était encore qu'une simple possibilité tend maintenant à devenir une réalité qui influence le moindre détail de la vie politique. Décidément quelque chose est en train de bouger dans cette société grecque si longtemps immobile, chloroformée et obnubilée par son rêve européen.

### **Université d'été des Marches Européennes en Grèce**

Le Comité Grec des Marches Européennes organise une Université d'été du Réseau des Marches Européennes qui aura lieu en Grèce du 31 Août au 6 Septembre 1998.

Son but est une réflexion approfondie sur les problèmes de fond des mouvements sociaux et syndicaux dans un cadre agréable et de détente. Notre réflexion sera élargie aux pays balkaniques, en invitant des représentants des syndicats et des mouvements sociaux de ces pays.

Les débats porteront sur : la flexibilité, les restructurations, l'austérité et chômage ; le démantèlement de la protection sociale et les alternatives ; les politiques européennes et nationales de l'emploi et les contre-propositions ; les privatisations et le chômage en Europe Occidentale et Orientale ; l'Europe forteresse (immigrés, racisme et chômage) ; les femmes face à la politique néolibérale ; les jeunes et l'exclusion ; Balkans : renaissance d'un mouvement syndical et unité des travailleurs au delà des divisions nationalistes

L'école se déroulera à l'hôtel Philippion Beach au bord de la mer, dans la péninsule de Chalkidiki, à 60 kms. de Salonique. [Frais d'hébergement par personne : de 4.750 Dr. (100 FF ou 15 \$ ; chambre à trois lits avec petit déjeuner) à 5.850 Dr. (120 FF ou 19 \$ ; chambre double avec petit déjeuner) ; possibilité de logement au camping avoisinant (environ 25 FF ou 4 \$)]

Pour tout contact avec le comité grec des Marches Européennes, s'adresser à : Epohi, Akadimias 62, 106 79 Athènes, Grèce, tel: 0030-1-3619513, fax: 0030-1-3619610, E-mail: rozamit@internet.gr

19 Juin 1998

# Déception et instabilité

## politique économique et hégémonie politique

par  
Elias Ioakimoglou\*

Les affrontements entre manifestants et forces de police se sont multipliés ces dernières semaines en Grèce. Cette radicalisation est due à l'érosion de l'hégémonie néolibérale. Alors qu'on assiste à un accroissement impressionnant de la rentabilité, le chômage persiste et la pauvreté continue de menacer. Cette situation met en cause aux yeux des classes travailleuses l'affirmation de la bourgeoisie que sa politique économique est fondée sur "l'intérêt général". En anticipant le mécontentement et l'agitation sociale, le gouvernement déplace graduellement le centre de gravité de sa politique, recourant à la violence en lieu et place des discours idéologiques. Ainsi les conditions d'une exacerbation de la contradiction entre le capital et le travail, se concentrent peu à peu aux deux pôles : celui des classes dominantes et celui des classes dominées.

L'hégémonie politique de la bourgeoisie dépend de son aptitude à convaincre les autres classes sociales que ses intérêts particuliers coïncident avec les intérêts de la population dans son ensemble, qu'ils sont l'intérêt "du peuple", l'intérêt "national", l'intérêt "général". La politique économique a généralement une grande influence sur la capacité de la classe dominante de représenter ses intérêts particuliers comme "l'intérêt général" : l'incapacité de la politique économique à accroître le "bien-être" général à long terme, sape les bases de l'hégémonie bourgeoise.

Depuis 1986, la politique économique conduite en Grèce a abandonné les objectifs du plein emploi et du soutien de la croissance et a été concentrée sur les problèmes monétaires. Au cours des années quatre-vingt-dix, l'accroissement de la rentabilité va de pair avec une hausse persis-

tante du chômage, ce qui rend plus difficile la présentation de l'intérêt particulier des capitalistes comme "l'intérêt général".

### Les keynésiens de gauche dans le gouvernement (1981-1985)

De 1981 à 1985 le gouvernement du parti socialiste (PASOK) a défendu l'idée que la politique sociale et la croissance économique sont deux aspects d'un même processus : la première (la politique sociale, en d'autres termes la réduction de l'exploitation capitaliste, l'augmentation des dépenses sociales de l'État, la lutte contre la pauvreté) était présentée comme une condition de la seconde (la croissance économique). Cette idée fondamentale, présentée en Grèce par la gauche communiste jusqu'à la fin des années soixante-dix, fut reprise par le PASOK au début des années quatre-vingt. La politique du PASOK au cours de ces années donnait aux classes travailleuses l'occasion de défier l'hégémonie bourgeoise. La théorie keynésienne de gauche, exprimée fréquemment avec un vocabulaire emprunté au marxisme, facilitait l'expression des intérêts des classes travailleuses.

Depuis 1986 la bourgeoisie a imposé l'idée que la chute des salaires et l'accroissement des profits ainsi que la réduction du déficit public et le démantèlement de la protection sociale contribuent au progrès de "l'intérêt général". Aujourd'hui le PASOK peut être considéré comme un parti défait des classes populaires, un parti qui ne peut plus défier en aucune manière l'hégémonie bourgeoise.

### Une période de "sensibilité sociale" (1986-1994)

Le changement radical de politique économique du PASOK en octobre 1985 — l'abandon du keynésianisme de gauche au profit d'un monétarisme adouci — a ouvert une nouvelle période dans l'histoire de la lutte des classes en Grèce, comme

dans l'histoire économique du pays. A partir de 1986 le rapport des forces se modifie dramatiquement au détriment du travail.

La politique économique du PASOK durant les années 1986-1994 fut la même que celle qui prédominait alors dans tous les pays de l'OCDE, mais avec une "sensibilité sociale", autrement dit, tenant compte des conséquences sociales qu'elle produisait. Durant cette période le parti socialiste est resté le représentant des classes les plus vulnérables de la population. Sa "sensibilité sociale", ainsi que le caractère imprévisible d'un dirigeant tel Andreas Papandreou, pérennisait l'espoir des masses qu'une surprise historique, un "tournant à gauche" imprévu, restait possible. En d'autres termes, le PASOK continuait à être perçu jusqu'en 1994, comme le parti du contrat social-démocrate, même si ce contrat était en suspens. Grâce à cela, le PASOK fut capable d'accélérer la modernisation du capitalisme grec tout en parvenant à gérer avec efficacité les conflits et les problèmes sociaux causés par cette modernisation. Le PASOK en est-il encore capable aujourd'hui ?

### La déception et l'instabilité (1995-1998)

Au cours des deux dernières années les successeurs d'Andreas Papandreou ont essayé de convaincre les classes travailleuses que les intérêts immédiats du capital coïncident avec l'intérêt général : premièrement l'accroissement de la rentabilité par tous les moyens est supposé être la condition de la prospérité de tous et deuxièmement, les classes travailleuses devraient accepter tous les sacrifices. Ainsi la politique menée par le gouvernement Simitis faisait fi de toute "sensibilité sociale" qui aurait pu préserver une relation même distendue des socialistes avec les classes populaires.

Dans ces conditions le gouvernement Simitis ne peut qu'être un gouvernement faible. D'abord parce qu'il sape la capacité du PASOK à jouer le rôle d'une représentation des classes travailleuses. Ensuite

\* Elias Ioakimoglou est chercheur à l'Institut de Recherches (INE) de la CGT grecque (GSEE).

## Grèce

parce qu'il a entrepris de convaincre les classes dominées que "l'intérêt particulier du capital correspond à "l'intérêt général" (la prospérité future) au moment même où la politique économique menée est en train de perdre sa crédibilité parmi les citoyens. Cette perte de crédibilité est due au fait que la croissance de la rentabilité au cours de la dernière décennie s'est accompagnée d'une forte augmentation du chômage. En dépit de sa capacité à maintenir le contrôle de certaines variables monétaires, les résultats de la politique économique en ce qui concerne le chômage, la productivité, le commerce international et les investissements, sont plus que médiocres.

De plus le gouvernement a engagé des attaques tout azimut. Il tend à réduire davantage les salaires réels, le coût du travail et le déficit public tout en imposant la flexibilité du travail et en voulant imposer une défaite aux syndicats.

Il en découle une exaspération de la contradiction entre le capital et le travail et une radicalisation simultanée des deux pôles, celui des classes dominées et celui des classes dominantes.

### L'abandon de l'objectif du plein-emploi

La politique économique menée en Grèce a abandonné la hiérarchie keynésienne "traditionnelle" des objectifs, que nous avons connue depuis la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'au début des années quatre-vingt. L'objectif le plus important de cette politique fut la croissance et le plein-emploi. Bien sûr la stabilité des prix, le contrôle des déficits courants, le maintien de la dette publique dans des limites raisonnables, furent toujours des objectifs de la politique économique. Néanmoins il s'agissait d'objectifs secondaires ou de conditions de réalisation de la croissance et du plein-emploi.

Depuis 1986, comme c'était déjà le cas dans les autres pays de l'Union européenne, les gouvernements grecs ont accepté de renverser la hiérarchie des priorités pour une période indéfinie. La réduction du taux de chômage n'est plus un objectif de la politique économique, mais des "politiques de l'emploi", c'est à dire de politiques disposant d'une autonomie

relative vis-à-vis de la politique économique et inspirées par les théories économiques dominantes. Les politiques de l'emploi acceptent de se mouler dans les limites définies par la politique économique. Cette relation de subordination est fondée sur la présupposition que la stabilité des prix, la réduction de la dette publique et des déficits publics sont les meilleurs manières de réduire le chômage à long terme.

Ce changement d'objectifs de la politique économique affecte directement l'hégémonie. Le fait que le plein-emploi était, dans le passé, un des objectifs de la politique économique, permettait aux classes sociales dominées de s'identifier à cette politique et de considérer que leurs intérêts immédiats étaient représentés par elle. La politique économique actuelle a

brute) suit une courbe similaire à celle de la rentabilité (taux de rendement du capital fixe). Depuis les deux variables n'ont jamais correspondu et l'investissement suit les variations de la demande.

Les seuls investissements dont l'accroissement soit significatif — bien que faible — sont les investissements dans les machines, qui affectent l'emploi de manière contradictoire (positive, parce qu'ils accroissent les capacités de la production et négative, parce que le travail vivant est remplacé par du travail mort).

La promesse faite par la politique économique, selon laquelle la chute du taux de chômage sera le résultat de la réduction des coûts du travail, de l'accroissement de la compétitivité et du développement des exportations, de l'accroissement de la rentabilité et des investissements, n'a pas été confirmée par les faits.

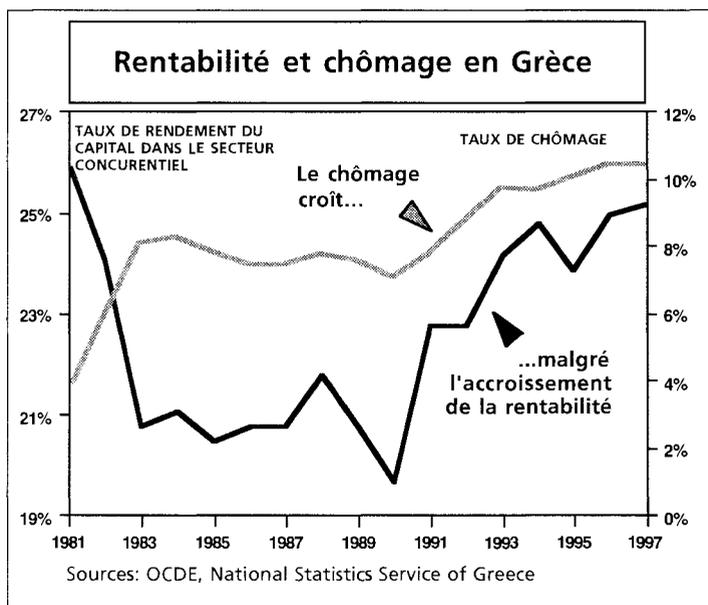
Le coût unitaire du travail est en Grèce plus bas que dans les autres pays de l'Union européenne (à l'exception du Portugal) et tend à le devenir encore plus, les profits augmentent mais l'investissement reste déficient. L'accroissement exceptionnel de la rentabilité fondé sur la réduction des coûts du travail n'a pas produit un accroissement des investissements ni une baisse du chômage.

### Un renouveau des luttes

La politique économique ne bénéficie plus aux yeux des classes travailleuses de la crédibilité de naguère. Peu à peu il devient évident pour chaque citoyen qu'elle n'a aucun rapport avec les intérêts des travailleurs et que le chômage continuera à croître au cours des prochaines années en dépit de la réalisation des objectifs monétaires et de la hausse des profits. Dans ces conditions il sera difficile pour les classes dominantes d'imposer une plus grande flexibilité du marché du travail, une réduction des coûts du travail, la privatisation et le démantèlement des services publics en les présentant comme des moyens nécessaires pour améliorer les conditions du peuple travailleur.

Le gouvernement gouverne contre les travailleurs et la plupart des gens le savent. Voilà pourquoi les travailleurs sont à nouveau dans les rues et font face à la police.

Athènes, 16 juin 1998



supprimée cette possibilité : aucun intérêt immédiat des classes travailleuses n'y est représenté. En conséquence il devient plus difficile pour le capital d'afficher son intérêt propre comme "l'intérêt général".

### Une fausse promesse

Contrairement aux promesses faites par les gouvernements entre 1986 et 1997, la réduction des coûts du travail et l'accroissement de la rentabilité n'ont pas conduit à un accroissement significatif de la part des investissements dans le produit intérieur brut, ni à une diminution du chômage.

Le cas de l'industrie (entreprises employant plus de 10 salariés) est un exemple : jusqu'au milieu des années quatre-vingts la formation brute du capital fixe (en pourcentage de la valeur ajoutée



Alexandre Dubcek en 1968

par  
Anna Libera\*

Début janvier 1968, le Présidium du Comité central (CC) du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), après de rudes affrontements, nomme Alexandre Dubcek comme premier secrétaire. Ce n'est que le 4 mars, qu'un "compte-rendu détaillé du Présidium du CC. commence à circuler confidentiellement. On peut y lire: « Au cours de la discussion, la réflexion sur la mise en œuvre de la politique du Parti a vu s'affronter le nouveau et l'ancien... Une première tendance s'est exprimée qui, dans une mesure plus ou moins grande, ne tient pas compte du stade déjà atteint dans le développement socialiste de notre société et qui s'évertue à défendre des formes périmées de travail du Parti; à ses yeux, les causes de nos défaillances sont avant tout des difficultés rencontrées dans la marche de l'économie, les insuffisances du travail idéologique, le manque de rigueur et les altitudes libérales sur le front idéologique, les effets de manœuvres de diversion idéologique de l'Occident. Pour cette tendance, il y a assez de démocratie comme ça à l'intérieur du Parti et dans le pays. Il se trouva même une voix pour dire qu'il y aurait chez nous "un excès de démocratie" En face s'exprimèrent des tendances très marquées... qui réclamaient d'urgence un cours nouveau... en partant de la nécessité de hisser l'action politique à un niveau correspondant à l'évolution contemporaine de notre société, et en tenant compte des effets de la révolution scientifique et technique. Le développement de l'économie et ses nouvelles formes de direction requièrent un changement inéluctable des méthodes de direction du parti, afin de ménager un champ suffisamment large pour l'initiative et l'activité publique des groupes sociaux en tant que tels. » (rapporté par Jiri Hajek dans "Dix ans après") La première tendan-

## Tchécoslovaquie du printemps à l'hiver de Prague

ce était représentée par Novotny. Le deuxième camp, hétérogène, trouva comme porte-parole Dubcek. Le printemps commençait. Le 5 avril 1968, le Programme d'action du PCT était adopté. Le printemps s'échauffait.

Une des spécialités de la réforme tchécoslovaque, qui explique en partie son caractère massif et son accélération, réside dans le fait que le Parti communiste, et par la suite la société dans son ensemble, avait été à peine effleuré par le mouvement de "déstalinisation" déclenché par Khrouchtchev lors du XX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) en 1956.

Relativement à la Pologne et à la Hongrie, le PCT jouissait encore d'un soutien au sein de larges couches des travailleurs et ne s'était donc pas vu contraint par la pression populaire de modifier ses pratiques et sa direction stalinienne. Quelques prisonniers politiques avaient certes été libérés, mais les timides tentatives de débat lancés par les intellectuels en 1956 avaient vite été réprimées. Tirant les leçons de la Pologne et de la Hongrie, Novotny, le principal dirigeant du PCT, avait renforcé la discipline du parti et la "lutte anti-révionniste".

Ce durcissement préventif allait, à terme, accentuer le mécontentement, en premier lieu de l'intelligentsia qui voyait une profonde contradiction entre la politique de "coexistence pacifique et d'ouverture" prônée alors par l'URSS, de même qu'avec la nouvelle dénonciation du stalinisme lancée par Khrouchtchev au XXII<sup>e</sup> congrès du PCUS, en octobre 1961.

Le mécontentement exprimé par l'intelligentsia allait entrer en écho, au début des années 60, avec une profonde crise écono-

mique. Depuis quelques années, le taux de croissance ne cessait de baisser jusqu'à atteindre zéro en 1962 et devenir négatif en 1963 (-3%). De jeunes économistes du parti, parmi lesquels Ota Sik, ne tardèrent pas à situer « les responsabilités dans une copie par trop servile du modèle d'industrialisation soviétique, dans l'hypercentralisation de la planification et dans le manque de qualification de managers



Prague, juillet 1968 : « Dubcek, ne te laisse pas faire »

nommés pour leur soumission au parti plutôt que pour leur compétence en matière de gestion économique.

Au début des années 60, ces différents éléments de crise vont s'approfondir et s'influencer réciproquement faisant de ces années une période de débats de plus en plus publics, puis de critiques ouvertes.

### La réforme économique

Face à l'échec de sa politique économique, la direction du PCT ne pourra éviter, au XII<sup>e</sup> congrès en 1962, l'ouverture du débat avec ceux qui proposaient une profonde réforme du mécanisme écono-

\* Cet article, écrit en mars 1988, a été publié pour la première fois dans *Imprecor* n° 266 du 23 mai 1988. Ce numéro étant épuisé, nous le reproduisons. En vignettes de ce dossier deux affiches de Prague 68.



mique. Si la discussion eut lieu, aucune mesure ne fut adoptée à ce congrès.

Le débat allait alors se poursuivre dans la presse économique (principalement *Hospodarske Noviny*) au cours des mois suivants. Ota Sik, chef de file des réformistes, soutenait depuis longtemps l'idée fondamentale que la réforme économique ne pouvait être réalisée si des changements adéquats n'étaient pas apportés aux structures politiques et administratives du pays.

Il se prononçait contre tous les tabous et pour une discussion ouverte de tous les problèmes. Pour lui, le plan devait répondre aux besoins de la population (et non le contraire !) et la propriété collective était un moyen et non un but. Il se prononçait pour une décentralisation de la planification, une autonomie relative des unités de production, pour l'application de la loi de l'offre et de la demande

dans la fixation des prix et pour une gestion "efficace" des entreprises qui implique, entre autres, le droit de licencier les travailleurs. Ce ne sont pas ces derniers éléments qui faisaient bondir les conservateurs au sein du PCT (à la même époque, en URSS, Liberman et Trapeznikov propo-

saient les mêmes recettes sans susciter de réactions négatives). Ils tiquaient face à l'insistance mise par les économistes sur la remise en cause du monolithisme du parti et de son monopole absolu sur la vie économique et politique. Sik ne cessait de répéter qu'on ne pouvait stimuler l'initiative économique sans que cela ne déborde dans le domaine politique. Les conservateurs craignaient également de voir leurs postes menacés si les responsables devaient être choisis en fonction de leurs compétences et non plus de leur adhésion à la ligne du parti.

Pourtant ils étaient désarmés : la crise économique ne pouvait qu'encourager le débat et il était difficile d'y répondre en valorisant la politique passée. Le principe de la réforme fut donc arrêté en 1964 et adopté seulement au début 1967. Cependant son application fut totalement freinée par l'appareil du parti qui menait une campagne démagogique dans les entreprises sur ses conséquences possibles (réelles) pour les travailleurs. Il tentait aussi d'opposer les travailleurs aux intellectuels.

### L'entrée en lice des intellectuels

Parallèlement, encouragés par le XXII<sup>e</sup> congrès du PCUS, les intellectuels partaient à l'offensive sur la question du bilan du stalinisme. Au comité central d'avril 1963, Novotny était contraint de présenter un rapport sur « *les violations des principes du parti et de la légalité socialiste à l'ère du culte de la personnalité* ». C'était la réouverture, après huit ans, du procès Slansky. Mais ce rapport fut jugé tellement explosif que seule une version fortement expurgée fut distribuée aux militants. Même cette version édulcorée suscita de violents remous.

Ce sont des questions touchant plus directement la culture nationale qui vont mobiliser les intellectuels. En particulier la redécouverte de Kafka, le plus grand écrivain tchécoslovaque, interdit dans son pays, car jugé pessimiste et décadent. En février 1963, Edouard Goldstücker écrit un premier article en défense de Kafka dans les *Literarni Noviny*, revue de l'Union des écrivains. En mai 1963, une conférence internationale consacrée à Kafka se tient à Prague. Ses écrits sont mis à contribution pour critiquer le régime bureaucratique. Le congrès des écrivains slovaques, qui se déroule en avril 1963, révélera le rôle de pointe joué par les intellectuels dans la dénonciation de la dictature bureaucratique de Novotny.

Placé sur la défensive par les critiques combinées des économistes et des intellectuels, celui-ci répond avec le seul moyen qu'il connaît : la répression. Le Comité central multiplie les avertissements, une violente campagne est lancée contre l'intelligentsia, certaines publications sont interdites (*Tvar*). Enfin, le 1<sup>er</sup> janvier 1967, une loi très stricte renforçant la censure est promulguée. Loin d'avoir l'effet escompté, cette attitude va radicaliser les exigences des intellectuels et unir ceux-ci et les libéraux au sein de la direction du PCT.

Le IV<sup>e</sup> congrès de l'Union des écrivains, finalement autorisé en juin 1967 après de longues hésitations, offrira une bonne image de la situation et, en fait, marquera l'ouverture des hostilités. Débats culturels et politiques s'y mêlent. On dénonce la censure, on lit la lettre de A. Soljenitsyne à l'Union des écrivains soviétiques (lettre qui ne fut pas distribuée aux écrivains d'URSS), mais surtout on y multiplie les réquisitoires contre Novotny et le pouvoir personnel.

Une fois encore, la seule riposte de Novotny est la répression. La nouvelle direction de l'Union des écrivains n'est pas reconnue par le parti, la revue *Literarni Noviny* lui est retirée, des intellectuels de premier plan, comme L. Vaculik, A. Liehm,

**PRAC**

L'INTERVENTION SOVIETIQUE  
A-T-ELLE SAUVE LE

LE MOUVEMENT  
RESPONDRE A C  
IL N'EST IMPÉCH  
D'EN FAIRE UN  
COMMUNISME

NE LAISSONS !

**SOCIALISME**



VENDREDI 3  
**MEETI**



P. Klima, sont exclus du parti. Mais la violente campagne menée dans la presse contre l'Union des écrivains ne fait que contribuer à faire connaître ce qui s'est passé au congrès.

Malgré les apparences, la direction Novotny est sur la défensive. Elle n'a pas de solution à opposer à celle des réformistes, si ce n'est les mesures répressives. Libéraux et conservateurs s'affrontent désormais ouvertement au sein du comité central. Le porte-parole des premiers, Alexandre Dubcek (dirigeant de Slovaquie), remet en cause le pouvoir personnel de Novotny et son cumul des fonctions (il est secrétaire du Parti et président de la République).

Le plénum du Comité central qui se réunit fin décembre 1967, début janvier 1968, devait se prononcer sur le cumul des fonctions. Mais personne n'est dupe, l'enjeu principal est la réforme et la bataille pour la direction du parti, instrument essentiel aux yeux de tous pour la mener à bien. Face aux violentes attaques dont il est l'objet, Novotny se démet de son poste de secrétaire, espérant rallier une majorité de conservateurs par ce geste tactique. Mais la manœuvre échoue et, le 5 janvier, le Comité central accepte la démission de Novotny et nomme Alexandre Dubcek à la tête du PCT. Novotny demeure président

de la République et, surtout, ses partisans restent très nombreux au sein des instances dirigeantes du PCT. Rien, dans l'issue de ce plénum, ne laissait entrevoir ce qui allait se dérouler au cours des mois suivants. Il s'agissait d'une révolution de palais coutumière des régimes bureaucratiques. On n'en a de meilleur signe que la réaction de Brejnev qui, appelé à la rescousse par Novotny à Prague début décembre, s'était contenté de dire "ce sont vos affaires", mais qui s'arrêta sur le chemin de son retour, à Bratislava, pour jager le possible nouveau secrétaire : Dubcek.

**Phase 1 : Janvier-avril 1968**

La nouvelle direction du PCT n'envisageait pas d'introduire de changements radicaux au lendemain de sa victoire. Elle entendait transformer le parti graduellement et de l'intérieur, utilisant les intellectuels pour secouer un peu l'appareil conservateur. Au terme de ce processus graduel, un congrès, fin 1969 ou début 1970, institutionnaliserait les changements opérés. Cependant, en accord avec ses conceptions, elle devait laisser s'ouvrir le débat sur les problèmes du pays.

Les contestataires de l'Union des écrivains furent réintégrés au sein du parti et l'Union retrouva son hebdomadaire qui, sous le nouveau nom de *Literarni Listy*, allait se placer à la pointe du débat (fin février, début mars, *Listy* se vendait à plus d'un demi-million d'exemplaires). La presse, la radio et la télévision allaient se faire les porte-parole des questions, des craintes et des espoirs de la population.

Craintes et espoirs qui étaient alimentés par le maintien de Novotny et de ses partisans dans les organes dirigeants et par les déclarations d'Alexandre Dubcek. La direction réformatrice allait être amenée, malgré elle, à affronter les conservateurs. A l'occasion du passage à l'ouest du général Sejman, on apprit que Novotny, voyant sa cause perdue, début janvier 1968, avait tenté d'organiser un putsch militaire. Il était désormais impossible de bloquer le débat sur les responsabilités des conservateurs au sein du parti et du pays. Au cours de meetings de masse, en mars, les dirigeants du parti purent prendre le pouls de la population. Elle était avec eux, mais elle exigeait que les changements engagés et promis soient consolidés par la démission de Novotny et de ses partisans au sein du parti.

Tous les secteurs de la société étaient touchés: les syndicats exigeaient le réta-

blissement du droit de grève, les étudiants créaient un Parlement étudiant indépendant, des embryons de partis politiques, des clubs divers se formaient... jusqu'aux censeurs qui se prononçaient pour l'abolition de la censure ! Face à cette pression populaire, le 21 mars 1968, Novotny démissionnait et était remplacé par Svoboda à la présidence de la République.

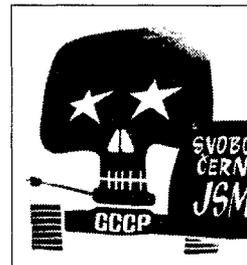
Pourtant Dubcek et ses amis étaient bien conscients que le problème allait au delà de la personnalité de Novotny. La dynamique du mouvement de masse débordait les frontières qu'ils avaient fixées. Elle risquait de mettre en cause leur plan de transformation graduelle, par le haut, du parti et de la société. Nombreux étaient ceux, qui au sein du PCT et dans les organisations de masse, ne pensaient pas que la politique d'après janvier puisse être menée avec les conservateurs et qui exigeaient une "institutionnalisation" de cette politique par un congrès extraordinaire du PCT.

**Phase 2 : le développement du mouvement de masse**

Au plénum d'avril du comité central, Dubcek s'adresse à deux publics différents: un Comité central réticent et une opinion publique très en avance sur lui. Il rassure le premier en repoussant l'idée d'un congrès extraordinaire du parti; il tente de calmer la seconde en nommant des libéraux notoires à des postes politiques importants: F. Kriegel à la direction du Front national (regroupement des partis et organisations reconnus et contrôlés), Smrkovski à la présidence de l'Assemblée nationale et Cernik au poste de Premier ministre. De plus, il fait adopter le Programme d'action.

Comme souvent, ce compromis ne satisfait personne. Les conservateurs bloquent la mise en pratique du programme d'action (pourtant modéré); quant aux intellectuels et à la population, ils voient le maintien en place de l'appareil conservateur et, rendus méfiants, multiplient les pressions pour un congrès extraordinaire. La création du gouvernement Cernik n'est cependant pas un geste formel. Il va appliquer un large programme de libéralisation : loi sur le droit de réunion et d'association, sur la liberté de presse, la liberté de voyager, loi sur les réhabilitations et

**E 68**  
 TCHÉCOSLOVAQUIE  
 USME EN DANGER ?  
 ONMAIRE DONT  
 ESTION,  
 ECTIONNAIRES  
 CONTRE LE  
 ONFONDRE  
 BUREAUCRATIE  
 1968  
 1830 PAC S' CHARLES  
 DEBAT  
 A TOU S



indemnités, l'indépendance de la magistrature, délimitation précise des compétences du ministère de l'Intérieur, loi sur les Conseils ouvriers. Nombre de ces mesures vont être mises à profit pour accélérer et amplifier le débat sur les transformations nécessaires.

Au sein même de la direction d'après janvier, des divisions apparaissent. Face au blocage des conservateurs, un groupe dirigé par Smrkovski et Cisar prend des positions plus radicales, qui rencontrent un écho grandissant au sein de la classe ouvrière. Les conférences régionales du parti, qui se déroulent fin avril, sont très nombreuses à exiger la convocation d'un congrès extraordinaire.

Ce sera finalement une alliance involontaire entre les conservateurs et les progressistes qui amènera à la convocation du congrès. Lors du plénum de fin mai du Comité central, Dubcek cherche encore à temporiser. Mais Novotny multiplie ses attaques, violemment contré par l'aile la plus radicale de la nouvelle direction. Le CC exclut Novotny. Ses partisans se prononcent alors pour une convocation rapide du congrès afin de profiter des positions qu'ils détiennent encore au sein de l'appareil pour gagner les délégués à leurs idées. A l'issue de ce plénum, il est donc décidé de réunir le congrès début septembre, et de procéder à des élections démocratiques des délégués par les congrès régionaux.

### « Les deux mille mots »

Si toutes les énergies se concentrent désormais sur la préparation des congrès régionaux, la publication d'un long document, *Les deux mille mots*, écrit par Ludwik Vaculik, traduit une évolution importante d'une partie de l'intelligentsia et de l'opinion publique. Tout en saluant toutes les initiatives positives prises par la direction du parti depuis janvier, le document met en garde contre une confiance aveugle en celle-ci et appelle les travailleurs et les jeunes à prendre eux-mêmes la direction de la lutte pour la transformation de la société.

Le texte traduisait la frustration face aux tergiversations de l'équipe Dubcek et la crainte de voir les quelques acquis remis en cause si la "démocratisation" n'était pas institutionnalisée. Le document sera au centre du débat pour l'élection des

délégués au congrès de septembre. Les conservateurs le brandissent comme une confirmation de toutes leurs craintes. Les libéraux, eux, tentent de limiter la portée du texte en soulignant les bonnes intentions des auteurs et en ne dénonçant que les "malheureux quarante mots", ceux qui appelaient à l'action indépendante des masses.

Ce document sera avant tout le prétexte avancé par les "pays frères" pour apporter leur aide "internationale" au parti tchécoslovaque menacé par « l'offensive des forces contre-révolutionnaires ».

Dès la fin juin, en effet, la situation en Tchécoslovaquie sera conditionnée par l'accentuation des pressions et menaces des pays du Pacte de Varsovie sur la direction du PCT. Les dirigeants soviétiques avaient observé le changement à la tête du Parti tchécoslovaque sans inquiétude. Dubcek était un allié fidèle de l'URSS et son projet était, somme toute, fort modéré.

Cette attitude va changer dès le mois de mars, face à l'essor du mouvement de masse, au débat libre qui se déroule dans le pays et à la trop grande sensibilité des dirigeants d'après janvier à la pression de la base. La décision de convoquer le congrès extraordinaire du parti va accélérer les choses. La perte de contrôle du parti était considérée, en effet, comme le point de non retour. Début juillet, l'URSS, la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Hongrie et la Bulgarie envoient une lettre au Présidium du PCT exprimant leur inquiétude face à l'évolution de la situation. Le Présidium se dit favorable à des réunions bilatérales avec les partis frères pour les informer de la situation, mais les cinq veulent faire "comparaître" la direction tchécoslovaque devant eux, espérant pouvoir ainsi utiliser les divisions qui existent en son sein. Le Présidium refuse de les rencontrer.

Les Cinq se réunissent malgré tout à Varsovie les 14 et 15 juillet et envoient une lettre à Prague dans laquelle ils attirent l'attention des dirigeants du PCT sur « l'offensive menée par la réaction avec l'appui de l'impérialisme contre le parti et les bases du régime socialiste... » Ils expriment leur méfiance à l'égard des dirigeants de Prague qui ne voient pas ces dangers et dénoncent la présence de contre-révolutionnaires au sein même de la direction du PCT. La situation est tellement grave qu'elle n'est plus du seul ressort du PCT et exige l'intervention de toute la communauté socialiste.



Le Présidium tchécoslovaque, dans sa réponse, rejette les accusations et défend la ligne suivie depuis janvier. Un vaste mouvement se développe dans le pays contre ce qui est vu comme une ingérence intolérable. La lettre du Présidium est adoptée par toutes les instances du parti et les organisations de masse. La préparation du congrès se poursuit selon le calendrier prévu. Début juillet, les délégués avaient été élus par les congrès régionaux. Plus de 80% se plaçaient parmi les progressistes (dont 10% étaient considérés comme "radicaux").

### La pression des "pays frères"

Afin de rassurer les Soviétiques, une rencontre bilatérale a eu lieu le 29 juillet à la frontière entre l'URSS et la Tchécoslovaquie. On ne sait rien de la teneur de la discussion, mais à son retour, Dubcek informe ses amis de la "compréhension des Soviétiques". Peut-être cherchait-il à s'en convaincre lui-même, alors qu'il refusait d'entendre certains généraux qui signalaient avec inquiétude des mouvements inhabituels des troupes du Pacte de Varsovie. Celles-là même qui allaient entrer à Prague le 21 août 1968.

Jusqu'au bout, Dubcek espérera concilier ce qui était inconciliable dans le monde bureaucratique: la démocratisation et le "rôle dirigeant", le monopole du parti, l'indépendance nationale et l'acceptation d'une subordination aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin. Il aura ainsi, à la fois, suscité les espoirs des travailleurs tchécoslovaques et laissé la porte ouverte à ceux dont le seul but était de les écraser.

L'invasion militaire Soviétique de la Tchécoslovaquie, par son aspect massif,



cherchait à étourdir la population, à la paralyser. Dans la mesure où aucun secteur de l'armée tchécoslovaque n'engagerait la résistance et où les masses n'avaient pas conquis, au cours de leur lutte précédente, les moyens d'autodéfense, il était peu probable qu'un affrontement "à la hongroise" se produise. Donc, pour les Soviétiques, il s'agissait, dans une première phase, d'utiliser la présence des troupes pour rétablir le contrôle bureaucratique sur les institutions politiques afin que, dans une seconde phase, ces institutions puissent vaincre le mouvement populaire. La direction Dubcek du PCT allait, hélas, se montrer un instrument docile pour mener à bien ce projet.

Le mouvement spontané et massif de résistance non-armée à l'occupation révélait le profond attachement de la masse des travailleurs et des jeunes aux idéaux de liberté du "Printemps de Prague". Mais son ampleur même allait vite montrer tout le retard pris dans l'apparition d'une direction indépendante avant l'intervention. Malgré l'activité de résistance remarquable de nombreux communistes de gauche, ils ne réussirent pas, dans les conditions de clandestinité d'après le 21 août, à mettre en place une telle direction. C'est ce qui permettra, tout autant que la capitulation de Dubcek, la victoire de la normalisation au long de l'année 1969.

### **L'enlèvement de la direction du PCT**

La tâche des Soviétiques n'était pas aisée. Ils ne voulaient pas une solution purement militaire. Ils voulaient utiliser la pression militaire pour "résoudre" politiquement la crise. Il leur fallait rétablir une légalité pour un Parti communiste tchécoslovaque aux ordres. Mais avec qui ? Novotny était par trop déconsidéré. D'autres conservateurs, tels Indra et Bilak, ne jouissaient d'aucun appui parmi les travailleurs. Il ne restait que l'équipe de Dubcek: c'est à elle qu'il reviendrait de défaire le mouvement qu'elle avait suscité. Les dirigeants du Printemps de Prague furent donc emmenés à Moscou et mis à rude épreuve, comme l'a bien raconté l'un des participants, Zdenek Mlynar, dans ses mémoires. Ce n'est pourtant pas ces pressions qui expliquent avant tout leur capitulation et leur signature du protocole de Moscou, qui accepte le "stationnement temporaire" des troupes du Pacte de Varsovie sur le territoire de la République tchécoslovaque. Après tout, un des membres de la direction, Frantisek Kriegel,

a refusé de le signer. La cause principale de cette reddition réside dans la conception dubcékienne, dans son attachement prioritaire aux intérêts de l'appareil bureaucratique du PCT et du "mouvement communiste international", soumis au pouvoir du Kremlin, qui prennent le pas sur les intérêts des masses populaires de Tchécoslovaquie. Certes, le PCT avait des divergences avec Moscou, mais elles étaient aux yeux de Dubcek et des siens d'ordre tactique et ces derniers n'avaient jamais envisagé qu'elles puissent déboucher sur une rupture. L'attitude de Dubcek à Moscou, mais surtout à son retour à Prague, le montre bien: à aucun moment il n'envisagera de répudier le protocole de Moscou et de s'appuyer sur le mouvement de résistance qui regroupait l'écrasante majorité de la population tchécoslovaque.

Dès l'annonce de l'invasion, la direction du parti de Prague avait pris l'initiative, lançant un appel à la résistance pacifique et à la fraternisation avec les soldats, créant un réseau de communication par la radio et la télévision et convoquant la réunion immédiate du XIV<sup>e</sup> congrès du PCT dans l'usine CKD de Prague. La légitimité de ce congrès ne faisait aucun doute, plus des deux-tiers des délégués élus étaient présents. Ils adoptèrent une résolution condamnant l'invasion, demandant la libération des dirigeants emmenés à Moscou et procédèrent à l'élection d'un nouveau Comité central. Il est remarquable de noter qu'aucun des conservateurs présents au congrès ne voulut assumer la responsabilité de l'invasion en votant contre la résolution.

### **Le congrès clandestin du PCT**

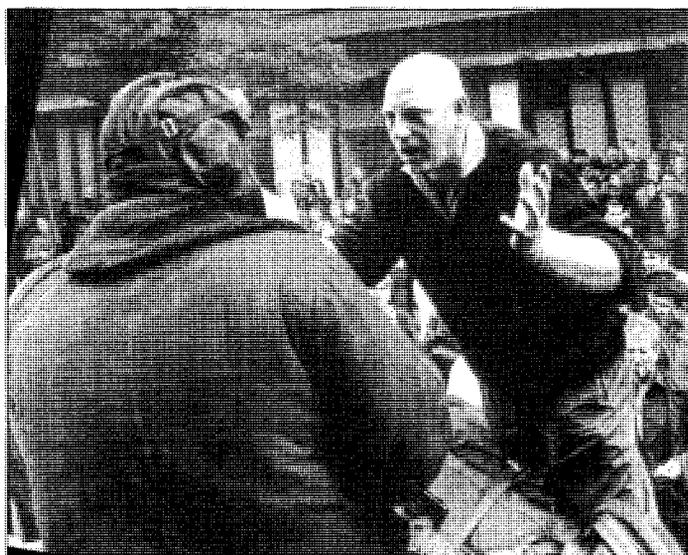
Dès l'annonce de la signature du protocole de Moscou, le 27 août, le nouveau Comité central le rejeta. Mais la direction dubcékienne, de retour à Prague, déclara le XIV<sup>e</sup> congrès nul et non avenu et restaura le Comité central de 1966, en y adjoignant malgré tout, certains des membres élus le 22 août. Mais noyés dans la masse des conservateurs, ils n'avaient aucune chance d'influen-

cer les événements même s'ils n'hésitèrent pas, malgré les pressions, à s'élever contre l'occupation, lors de la réunion du CC du 31 août 1968 (ce fut le cas en particulier de Jaroslav Sabata).

Le résultat immédiat de ce Comité central fut de mettre un frein à la mobilisation de masse, car il n'y avait d'autre autorité que celle de la direction Dubcek. Dans la population, une attitude attentiste prévalut en septembre et début octobre, dans l'espoir que Dubcek réussirait quand même à sauver l'essentiel des réformes du Printemps.

Si l'heure n'était plus aux manifestations de rue contre l'occupant, elle n'était pas non plus à la confiance aveugle dans la direction du parti. C'est au cours de cette période que l'auto-organisation des masses a fait un saut qualitatif, avant tout par l'élection des conseils ouvriers dans toutes les entreprises. Cette élection avait été prévue par la loi sur les Conseils ouvriers mais elle prenait, dorénavant une dimension directement politique qu'elle n'aurait probablement pas eue dans d'autres circonstances. De même les étudiants renforçaient leurs organisations indépendantes.

Bien vite, les timides espoirs placés dans la direction dubcékienne de l'après invasion commencèrent à se dissiper. Fin octobre, les manifestations reprirent. Le 28, jour du 50<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'État tchécoslovaque, des milliers de manifestants défilent dans Prague en exigeant le départ des troupes soviétiques. Les manifestations sont encore plus fortes les 6 et 7 novembre lors des célébrations



officielles. Réponse du pouvoir: les trois journaux les plus en pointe dans la résistance — *Politika*, *Literarni Listy* et *Reporter* — sont interdits.

Les étudiants furent les premiers à comprendre qu'il était nécessaire de relancer l'action contre l'occupation et de mettre en place une direction indépendante de l'équipe dubcécienne. Ils décidèrent de prendre l'initiative à la veille du Comité central de novembre qui était considéré comme un test des intentions réelles des dirigeants du PCT. Ils créèrent un comité d'action, représentant toutes les facultés, qui se transformera en décembre en Parlement étudiant. Sous l'impulsion de Karel Kovanda, Petr Uhl et Jiri Müller, le comité d'action appela à une manifestation le 17 novembre. Elle fut interdite et immédiatement transformée en occupation des facultés et les lycées durant deux jours dans tout le pays.

### Étudiants et ouvriers résistent

Les étudiants lancèrent alors une « Lettre aux camarades ouvriers et paysans », qui affirmait, entre autres : « Nous ne pouvons pas accepter d'être souverains en paroles alors que, en réalité, une pression continue s'exerce sur nous de l'extérieur... Nous ne pouvons pas nous satisfaire

de quelques vagues déclarations sur la nécessité d'une politique soumise à l'examen du peuple alors que, en réalité, nous disposons de moins en moins d'informations sur l'activité de nos dirigeants... La classe ouvrière est courageuse, sage et diligente. Elle ne panique pas, elle n'abandonne pas, elle désire la

paix et l'amitié avec tous les pays, la justice, le socialisme démocratique, le socialisme à visage humain, elle hait la violence et l'injustice, l'humiliation, l'oppression. . . ».

Le texte n'avait rien de remarquable sinon le fait d'exister, d'exprimer tout haut la lassitude face aux manœuvres de la direction Dubcek qui commençait à se répandre parmi les travailleurs. La lettre fut, en fait, le signal d'une relance des activités des organisations de masse. Elle fut téléxée d'usine en usine. Les étudiants furent invités à prendre la parole dans les ateliers; des délégations ouvrières se rendirent dans les universités occupées.

De nombreuses usines s'engagèrent à

faire grève si les étudiants étaient attaqués. L'assemblée des ouvriers de l'usine Skoda de Pilsen se prononça pour l'élection d'une nouvelle direction qui « s'engage à appliquer le processus de démocratisation politique et organisationnelle », les 22 000 ouvriers des aciéries de Kladno exigèrent la démission des dirigeants opposés à la démocratisation.

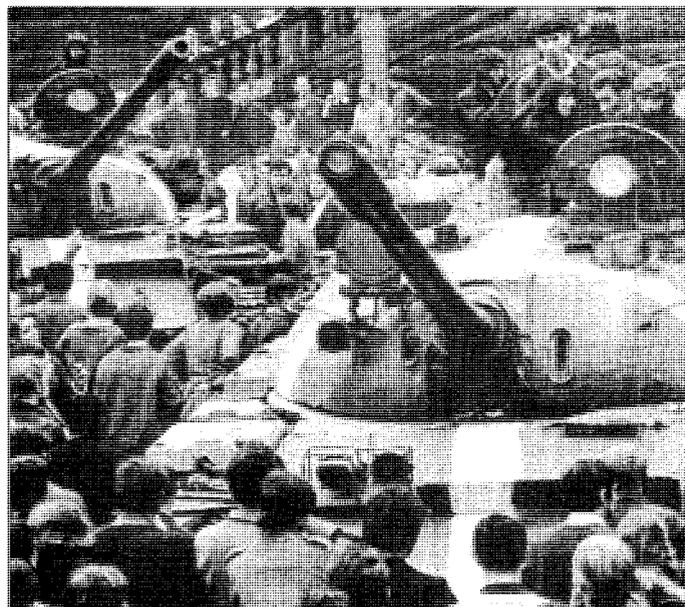
Des prises de position similaires furent adoptées par les mineurs d'Ostrava, les ouvriers de l'usine CKD de Prague. Ces derniers firent même une grève préventive le 22 novembre lorsque les étudiants de Prague défièrent l'ordre d'évacuation que leur avait donné la police. La communauté intellectuelle s'investit elle aussi totalement dans le mouvement.

### Dubcek réprime

C'est face à ce mouvement que la direction Dubcek mit elle-même fin à tous les espoirs qu'elle aurait pu susciter: elle renforça la présence policière à Prague, décida la censure de toutes les informations sur la grève étudiante et lança une campagne de dénonciations des irresponsables qui l'animaient.

Pourtant, au moment où la confiance illusoire des travailleurs dans la direction du Printemps de Prague s'éteignait, le mouvement de masse n'avait pas vu naître de direction jouissant d'une large autorité. Les étudiants l'admettaient eux-mêmes lorsqu'ils mirent fin volontairement à leur grève le 21 novembre: « Les événements ont pris une ampleur et une gravité que nous n'avions pas envisagées... C'est au cours de cette crise que nous nous sommes rendus compte combien nous étions mal préparés..., personne n'avait envisagé que les événements puissent prendre ce caractère. ».

Une large avant-garde s'était développée dans l'action autour d'un front unique entre les étudiants et les syndicalistes des grandes entreprises. Un pacte fut signé, entre le puissant syndicat de la métallurgie et le syndicat des étudiants de Prague, qui se voulait un véritable programme d'ac-



tion et qui, selon le président du Front national normalisé, faisait ressembler les deux mille mots à une "comptine". Des pactes similaires furent signés entre de nombreux autres syndicats et cette coordination continua à fonctionner jusqu'au printemps 1969. Pourtant, une mobilisation de l'ampleur de celle qui existait ne pouvait se maintenir indépendamment sans un projet politique. Or, les cadres susceptibles de transformer cette puissante action de résistance en une offensive politique qui aurait pu diviser la direction du parti et, ainsi, miner l'instrument politique des occupants, restaient dispersés. Très actifs dans la résistance, ils étaient noyés dans les organisations de masse, sans liens entre eux, sans avoir pu définir un projet. L'expérience, la première, avait été brève.

### Smrkovski démis, Palach s'immole par le feu

Deux événements allaient contribuer à démoraliser la résistance début janvier 1969. Depuis l'automne, des divergences étaient apparues au sein de l'équipe dubcécienne. Husak et Strougal avaient commencé à se ranger ouvertement du côté des Soviétiques et multipliaient les pressions pour hâter la normalisation. En décembre, Husak commença à réclamer publiquement la démission de Smrkovski, de son poste de Président de l'Assemblée nationale. De nombreuses résolutions de soutien à Smrkovski arrivèrent de toutes les usines du pays mais, le 5 janvier, ce dernier apparut à la télévision pour dénoncer ceux qui le défendaient. Deux jours plus tard, il était démis. C'était le signe qu'un des dirigeants les plus populaires du Printemps de Prague désertait le



combat. Ce fut aussi le signal pour de nombreux cadres et permanents encore hésitants de choisir leur camp à temps et de se ranger du côté de Husak.

Le suicide de Jan Palach, qui s'immola par le feu en plein centre de Prague le 16 janvier, allait, symboliquement, montrer que si la population restait prête à se mobiliser massivement, elle avait perdu tout espoir de trouver un relais dans le PCT et de pouvoir vaincre. Le 21 janvier, 100 000 manifestants défilent place Venceslas. Pour la première fois, le drapeau de la République tchécoslovaque de 1918-1939 a remplacé le drapeau rouge à la tête du cortège, marquant le changement d'attitude de la population face à la trahison du PC. Lors des funérailles de Palach, le 25 janvier, un million de personnes défilent en silence dans les rues de la capitale. Ils n'ont plus d'exigences, ils n'ont plus que le droit de se taire.

### "Démission" de Dubcek

Fin février, Dubcek déclarait devant une assemblée de miliciens: « Nous avons réussi à surmonter la phase la plus aiguë de la crise de janvier ». Il avait raison. Il n'était désormais plus d'aucune utilité pour les occupants. Le 28 mars, un vendredi, l'équipe de hockey tchécoslovaque infligera une défaite - 4 à 3 - à l'équipe d'URSS. Les manifestations se multiplient dans les villes... contre l'occupation. Le Kremlin va dès lors mettre en place la seconde partie de l'intervention: les généraux Gretchko et Semyonov mettent Husak en place et démissionnent Dubcek. Ce dernier sera envoyé comme ambassadeur en Turquie... où il se taira. Rappelé en janvier 1970, il sera expulsé du parti. Le fidèle est remercié.

Il a fallu des centaines de milliers d'expulsions du Parti, de licenciements, le chantage aux études des enfants, l'exil forcé, l'emprisonnement, pour défaire le mouvement de masse. La normalisation à l'ombre des chars soviétiques se fit aussi en opérant des concessions au plan économique, avant tout dans le domaine des biens de consommation. A la différence de la Pologne des années quatre-vingt, la Tchécoslovaquie des années soixante-dix connut une croissance relative. ■



## « ...le peuple a commencé à s'auto-organiser et a débordé la mise en scène du parti... »



Petr Uhl en 1968

● *Le Printemps tchécoslovaque me semble être un contretemps dans l'évolution des pays de l'Est : en 1968 en Pologne la libéralisation de 1956 fait déjà partie de l'histoire et l'heure est à la reprise en main, en URSS Khrouchtchev a été destitué et remplacé par Brejnev-Kossyguine, ce qui met fin à la déstalinisation des XXe et XXIIe congrès du PCUS, en Hongrie la libéralisation économique réelle vient après la répression massive de 1956-1958... et peut donc être contenue hors du terrain politique. Comment expliques-tu cette exception tchécoslovaque ?*

**Petr Uhl** : Je ne vois pas cet événement, l'arrivée de Dubcek et la révolte de Prague contre Moscou, surtout à partir de l'été 1968, comme un phénomène isolé. En URSS Brejnev-Kossyguine représentaient encore une aile plutôt réformatrice à la différence de Souslov et d'Andropov (à ce moment). Les Soviétiques ont été contraints de reprendre le chemin conservateur avec l'intervention en Tchécoslovaquie, qui a signifié la chute du courant réformateur en URSS. Avant il y avait des tendances visant à freiner la libéralisation, mais à mon avis c'est en août 1968 que la rupture c'est produite en URSS. Le printemps tchécoslovaque est le fruit d'un développement commencé chez nous après la mort de Staline, qui fut un temps interrompu par les événements révolutionnaires en Hongrie et en Pologne et par la répression qui suivit. Ce mouvement a redémarré en 1963, lorsque les réformateurs, les libéraux, sont parvenus progressivement au pouvoir au sein du PC. Je me souviens de cette période de 1963-68 (je venais alors de terminer mes études universitaires) où chaque mois il y avait un soulagement, une petite libéralisation dans le domaine des

voyages, de la culture, des informations... Le régime policier devenait beaucoup plus souple. Ce fut libéralisation réelle durant plusieurs années. L'année 1963 est une année décisive, parce que le nouveau gouvernement de Jozef Lenart est formé. 1968 avec la question slovaque et les conflits internes au PC était le fruit d'un développement qui se préparait depuis des années.

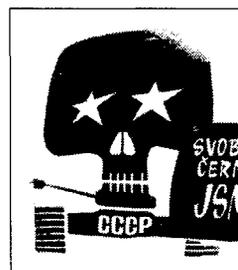
Ce développement a débordé la mise en scène du parti, lorsque le peuple a commencé à s'auto-organiser et à se battre pour ses intérêts, parce qu'auparavant c'était le parti qui tolérait ceci ou cela. Au printemps 1968 l'initiative est progressivement passée du côté des étudiants, des syndicalistes, des artistes, des ouvriers même. Ce n'était pas le peuple abstrait mais les couches concrètes qui exprimaient leurs intérêts et qui trouvaient un écho dans l'appareil du parti.

● *Dans le printemps tchécoslovaque il y a plusieurs courants, celui des libéraux de l'appareil du parti, mais aussi d'autres courants — chez les étudiants et les intellectuels par exemple, le courant démocratique — qui se focalisent notamment sur la question de la censure...*

**Petr Uhl** : Pour être correct avec l'histoire il faut dire que l'abolition de la censure fut une décision du praesidium du parti et non

\* Oppositionnel marxiste tchécoslovaque, condamné à deux reprises (en 1969 à quatre ans et en 1979 à cinq ans de prison), signataire de la Charte 77 et fondateur du VONS (Comité de défense des personnes injustement persécutées). Petr Uhl est aujourd'hui journaliste à Prague.

### Entretien avec Petr Uhl\*



pas d'abord une revendication des étudiants et des intellectuels ni une décision de l'appareil. C'est le parti lui-même qui, le 29 février 1968, a décidé de ne plus appliquer la censure préliminaire. La division à l'époque n'était pas entre ceux qui étaient au parti et ceux qui n'y étaient pas. Les fractures passaient ailleurs. Il y avait un groupe de conservateurs pro-soviétiques, presque tous étaient au parti, mais ils étaient en minorité. La majorité était très différenciée, certains avaient plus d'audace, d'autres étaient moins courageux, mais ils allaient vers la démocratie par le chemin de la démocratisation, c'est à dire les compromis, les consensus, etc. Je ne pense pas qu'il y ait eu des différences politiques entre, par exemple, les étudiants et l'appareil. J'étais alors actif dans le mouvement étudiant et je me souviens des contacts que nous avions

avec l'appareil du parti de Prague. C'était alors la même volonté, les mêmes perspectives. Les différences étaient ailleurs : entre les pro-soviétiques et les démocrates, entre les actifs et ceux qui étaient encore apathiques.

Il ne faut pas oublier les courants populaires de

1968 et aussi de 1969, parce que durant plusieurs mois après l'intervention les valeurs avaient été conservées, des institutions aussi, et même il y a eu des institutions — les syndicats, les associations d'artistes ou l'association des Rom (Tziganes) — dont les structures ont été créées après l'intervention militaire, c'était en quelque sorte le printemps prolongé.

● *Dans le parti le moment le plus avancé ce fut le congrès clandestin après l'intervention.....*

**Petr Uhl** : Oui, mais c'était encore sur la lancée, juste après l'intervention. Ce dont je parle s'est produit plus tard, après décembre 1968. Tout marchait encore sans censure et la vis fut serrée peu à peu, en mai et juin 1969. J'ai été arrêté et mis en prison pour quatre ans au mois de décembre 1969. Je me souviens très bien comment la situation se dégradait, mais il y avait encore une radicalisation, de grandes émeutes à Prague où la jeunesse surtout a montré sa combativité pour les idéaux démocratiques, sur les barricades, avec les pavés à la main...

● *Comment, trente ans après, le printemps tchécoslovaque est-il interprété en république tchèque ?*

**Petr Uhl** : Aujourd'hui il y a deux concep-



Paris 1979, devant l'ambassade tchécoslovaque lors du second procès de Petr Uhl

tions. La première, qui est dominante, c'est que le communisme est un mal, les quarante années étaient mauvaises, ce n'est pas la peine de s'occuper d'une année particulière. Le printemps de Prague est réduit à une lutte pour le pouvoir à l'intérieur du parti. L'autre image, c'est qu'en 1968 le parti, son comité central, l'appareil étaient sur le bon chemin pour mener le peuple à la démocratie, mais, malheureusement, les Soviétiques sont intervenus. Je pense que les deux schémas sont faux, la vérité est ailleurs, il y a eu un débordement populaire.

Cela dit, chez nous 1968 est occulté. Le président du Sénat Petr Pithart (qui en 1968 était au parti et très engagé en faveur des réformes) a organisé un colloque à Paris mais non à Prague et on peut penser que si ce n'était pas sa propre histoire, il n'aurait peut-être même pas organisé cela. Depuis neuf ans, personne dans mon pays — dans mes pays, en Slovaquie et dans la république tchèque — ne parle plus des communistes victimes du stalinisme, c'est interdit. Les enfants qui vont à l'école apprennent qu'il y avait une grande résistance anticommuniste, et les méchants communistes étaient tous unis pour faire le mal. Nous avons même une loi qui dit cela. On rebaptise les rues de manière sélective. Par exemple il n'y a nulle part de rue Zavis Kalandra, qui n'était pas au PC (il avait été exclu car il était trotskiste) et qui a été exécuté à la suite du même procès que Milena Horakova (qui ne peut être soupçonnée de sympathie communiste). Dans toutes les villes il y a aujourd'hui une rue Horakova. Alors a-t-on affaire à une amnésie collective ? Ou bien essaye-t-on de défigurer

la mémoire historique ? Des gens comme Karel Bartosek, qui s'est récemment illustré dans le Livre noir du communisme, participent à ce genre de défiguration. Je suis venu à Paris pour être présent au colloque sur le printemps tchécoslovaque, organisé par les deux Sénats (français et tchèque). A cette occasion Jacques Rupnik (qui pourtant est un ancien gauchiste, je crois même qu'il est passé par la Ligue) et Pavel Tigrid ont dit, en gros, qu'il n'est pas utile de parler de 1968, parce qu'il faut surtout parler des crimes communistes et de la lutte pour le pouvoir.

● *Dans le printemps de Prague il n'y avait pas de courant en faveur de la restauration du capitalisme. Alors l'année 1968 dérange aujourd'hui cette réinterprétation de l'histoire...*

**Petr Uhl** : Oui, il n'y avait pas de tel courant et il n'y en a même pas eu pendant la révolution de velours de 1989. Ce n'est qu'après qu'il est apparu. Il faut noter qu'en 1968, par exemple, pas une seule coopérative agricole ne s'est dissoute ! Un an avant la révolution de velours, en septembre 1988, fut créé le Mouvement pour la liberté civique. En se moquant, à l'époque, au sein de l'opposition, on parlait du « courant de la liberté bourgeoise ». C'était un courant socialiste libéral, qui ne visait pas le démontage de l'État (rien à voir avec la réalité d'aujourd'hui) et préconisait seulement la propriété privée de la petite et moyenne production (chez nous, à la différence de la Pologne et de la RDA, tout était nationalisé). Il était question du marché, mais en combinaison avec le plan, donc d'un projet d'économie mixte. Et c'était le courant le plus à droite dans l'opposition d'alors. Rien à voir avec les néolibéraux ! Bien sûr il y avait des individus qui parlaient positivement de Pinochet, mais ce n'était pas un courant, seulement des individus isolés.

● *Comment le passage à la restauration s'est-il fait si rapidement ?*

**Petr Uhl** : Je pense que c'est dû à la décomposition de l'URSS. Ce monolithe, ce colosse a été cassé. Toute la structure rigide a été brisée et il n'y avait pas d'alternative. L'autogestion ouvrière n'était pas une réelle alternative, parce que c'est l'État répressif qui était en cause. Alors c'est vers une conception de l'État libéral qu'on s'est tourné, avec une conception bourgeoise des droits de l'homme et avec la philosophie fondamentale d'un libéralisme politique qui n'inclut pas forcément un libéralisme économique, ni le capitalisme. Le capitalisme comme référence idéologique n'est venu chez nous que plus tard, après le libéralisme

politique. A dire vrai, nous n'avons pas encore le capitalisme, car la plupart des industries, non restructurées, sont gérées par les banques qui restent la propriété de l'État ou appartiennent toujours au fonds de la propriété nationale. C'est formellement une propriété de l'État, même si pratiquement le management joue le rôle de patron (non pas de directeur mais de patron).

Mais je pense que le pendule historique revient aujourd'hui. La social-démocratie va progresser aux élections et elle est beaucoup plus étatique, beaucoup moins libérale, beaucoup plus sociale. On va quitter les schémas néolibéraux, qui ne sont pas efficaces, qui détruisent le pays.

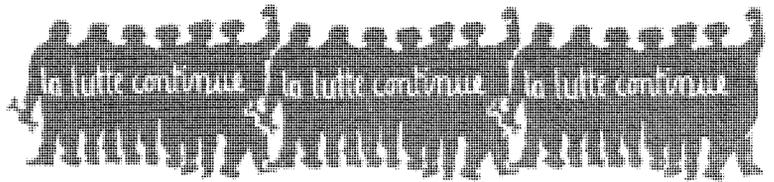
● *Après 68 tu avais été de ceux qui ont essayé de fonder un parti, le Parti révolutionnaire socialiste tchécoslovaque (PRST)...*

**Petr Uhl** : Non, non, non, c'est un malentendu. Nous avons fondé un groupe politique qu'on appelait le Mouvement de la jeunesse révolutionnaire - une centaine de personnes au maximum. Nous n'avions pas la perspective de fonder un parti, mais pour diffuser un tract lors du premier anniversaire de l'intervention soviétique en août 1969, pour nous cacher, nous avons cherché un nom pour notre groupe pour ne pas signer le tract de notre nom, car nous étions connus. Alors nous avons inventé le PRST — j'étais contre, mais les autres m'ont convaincu que le mot parti était mieux. C'était une fraude, ce n'était pas la tentation de fonder un parti. Je n'ai jamais eu cette aspiration...

● *Parti ou mouvement, il s'agissait quand même d'une organisation socialiste révolutionnaire avec une grande influence du Mai français, du courant antiautoritaire allemand... qu'en reste-t-il ?*

**Petr Uhl** : Le groupe que nous avons essayé de créer alors était en fait très conservateur. Nous voulions conserver les valeurs du processus de démocratisation. Nous ne voulions pas les rendre. C'était une organisation d'autodéfense, pour conserver les acquis et non pas un projet pour aller de l'avant. Rien ne reste de cela. Certains, comme Jaroslav Suk, qui est en Suède, ou moi, gardent des convictions socialistes, d'autres sont devenus sociaux-démocrates, comme Jaroslav Basta, qui sera peut-être ministre de l'intérieur. D'autres encore ont viré à droite. Mais même ceux qui sont allés à droite, reviennent maintenant lentement vers la gauche.

Propos recueillis  
par Jan Malewski



# Belgrade 1968-1998

## De la révolution au nationalisme

par  
**Radoslav Pavlovic\***

Tandis qu'en France on évoque Mai 1968 par une avalanche de livres et d'articles, à Belgrade le fracas de la guerre depuis dix ans a relégué le mouvement étudiant de 1968-1969 dans une lointaine préhistoire, celle "d'avant-guerre". La dislocation yougoslave a provoqué toute une rupture de mémoire. La signification des événements eux-mêmes, jamais établie de façon nette, s'est effacée jusqu'à devenir une petite nostalgie individuelle, rare et silencieuse.



Josip  
Broz  
Tito  
en  
1974

Les raisons en sont multiples. La tentative des étudiants yougoslaves — surtout à Belgrade, capitale fédérale, mais aussi à Zagreb, Ljubljana et Sarajevo — de donner un coup de fouet à cette « mule d'Histoire », comme disait la chanson composée à l'occasion, n'avait pas le même poids social que le "printemps des peuples" à Prague, Paris et même Varsovie. En dépit d'une vibration profonde, les masses — surtout ouvrières — sont restées finalement à l'écart. La bureaucratie de Tito (on utilisait à l'époque franchement ce terme compréhensible pour tous pour désigner la caste au pouvoir, et non "nomenklatura" et d'autres termes en apparence scientifiques mais jamais clairement définis, comme c'est devenu de mode par la suite) avait encore certaines réserves et, par conséquent, assez de tact politique pour ne pas affronter les étudiants de front et provoquer du même coup l'amplification du mouvement.

Le Parti communiste yougoslave (PCY, devenu Ligue des communistes yougoslaves), qui a dirigé une révolution qu'il n'a pas voulu, avait une solide expérience de travail avec les masses, maniant la carotte et le bâton avec une habileté de maître. Il a repris en paroles les revendications étudiantes, tout en faisant comprendre qu'il défendra son monopole lucratif par tous les moyens, y compris en donnant l'armée. Au bout du compte, seule la Faculté de Philosophie, "foyer révolutionnaire", a nettement rompu avec le pouvoir, pour en



\* Radoslav Pavlovic était étudiant en philosophie en 1968, actif dans les cercles étudiants de la gauche radicale. Il est actuellement syndicaliste indépendant, membre de Workers International, un des initiateurs de Workers Aid International pour la Bosnie. [Les intertitres et les notes de cet article sont le fait de la rédaction d'Inprecor].

payer le prix conséquent dans les années à venir.

La raison profonde de cet "oubli" de juin 1968 tient au fait que le mouvement étudiant reflétait fidèlement l'aspiration des travailleurs, mettant en avant le combat contre les inégalités sociales, puis contre le chômage grandissant, ensuite pour la liberté d'expression et, finalement, en quatrième position seulement, la revendication de l'autonomie universitaire. Cela donnait au mouvement un caractère nettement socialiste. Qui pourrait avoir le courage et la force de conviction d'évoquer ce caractère socialiste aujourd'hui, alors que le président "socialiste" serbe, avec sa femme "communiste" et son allié au pouvoir, le fasciste Seselj, enterrent l'idée socialiste à coups de chars et d'obus contre quasiment tous les autres peuples yougoslaves et leurs droits légitimes ?

Les travailleurs serbes, réduits à la famine et à l'impuissance, sont devenus les otages de l'union sacrée chauvine, qui au Kosovo joue sa dernière et plus grosse carte. Qui d'autre à leur place serait en mesure d'évoquer une date relevant de leur propre histoire ? Fascistes ? Monarchistes ? Libéraux ? Démocrates thatcheriens ? Bureaucrates, toujours au pouvoir ?



### L'avènement politique d'une génération

Le mouvement des étudiants yougoslaves a été en 1968, comme partout ailleurs et relié par un fil rouge invisible, l'expression de l'avènement politique d'une génération nouvelle. Déjà en 1966, à

Belgrade, les manifestations officielles contre la guerre au Viêt-nam furent débordées par les étudiants, dispersés devant l'ambassade américaine par un cordon de police à cheval. A Zagreb un groupe se réclamant de l'égalité sociale fut politiquement liquidé en 1967. Au printemps 1968 les étudiants de la faculté de philosophie envoyaient des messages de solidarité aux étudiants polonais, allemands et français. Le printemps de Prague était suivi au jour le jour avec une émotion profonde. L'esprit de 1848 planait partout.

A Belgrade tout commence par une bagarre fortuite dans la Cité universitaire



entre les étudiants et les "brigadistes" (volontaires des grands travaux sur les autoroutes, que le parti embrigade). De cet incident obscur jaillit soudainement le programme d'action, dont les grandes lignes resteront inchangées tout au long de l'agitation dans les diverses facultés : contre les inégalités sociales où « *les uns ont le bol de riz et les autres le bol de caviar* », pour l'embauche des jeunes issus des couches ouvrières et paysannes et « *dont le papa n'a pas le tuyau haut placé* » [sous-entendu, pour arroser qui de droit afin de placer ses enfants], pour les libertés démocratiques car « *il n'y a pas de socialisme sans démocratie* », pour l'autonomie universitaire et la défense des facultés « *où la police entre avec ses chevaux* ». Aucune opposition politique en dehors du parti dominant et du système d'autogestion n'est alors envisagée, ni évoquée. Un seul petit incident est immédiatement et fermement clos par les étudiants, lorsqu'un écrivain connu, devenu nationaliste et monarchiste par la suite, essaye de dire un mot désobligeant pour les Albanais.

La tentative des étudiants de passer en cortège massif de la cité universitaire (nouveau Belgrade) au centre de la ville, arrêtée et durement réprimée par un cordon impressionnant de police, le 3 juin, a créé le grand choc dans l'opinion publique : un frisson de solidarité profonde en bas, le désarroi en haut. Une aile du parti accepte les revendications des étudiants et prône la bonne manière : « *ce sont nos enfants* ». Une autre ne peut s'opposer ouvertement aux revendications, mais évoque la manière "non-institutionnelle" inacceptable et le travail souterrain des "ennemis du peuple". Par la presse et à travers le canal du parti on

déforme les événements devant les ouvriers, traitant les étudiants de "cas-seurs" et organisant les "gardes ouvrières" musclées aux portes des usines, car les étudiants sont portés à s'adresser aux travailleurs par des tracts qui clament l'unité entre étudiants et ouvriers. De nombreux artistes, écrivains et journalistes soutiennent le mouvement.

L'un des plus durs dans le parti, le

vieux stalinien Moma Markovic (père de l'actuelle épouse de Slobodan Milosevic), rédacteur en chef de *Borba* (quotidien du parti) lance le 6 juin le retentissant éditorial intitulé « *Le bon grain et l'ivraie* », dans lequel il prône la matraque sélective : la masse des étudiants représente le "bon grain" mais la Faculté de philosophie et ceux qui sont sur la même ligne constituent "l'ivraie", dont il faut se débarrasser au plus vite.

Tito ne se précipite point, tient les deux fers au feu, laisse les deux courants du parti (car les deux sont d'accord pour en préserver le monopole), pèse et soupèse, pour intervenir enfin publiquement le 9 juin à la télévision par une allocution ferme : oui aux revendications, non à la "manière" (dans la rue, par les tracts, par une presse indépendante). La faculté de philosophie est nommément désignée comme le foyer des troubles et ses professeurs comme "anarcho-libéraux". Une loi expresse est adoptée pour faciliter l'embauche de jeunes (ce qui en pratique se traduit par un travail sous-payé pendant un an pour les nouveaux embauchés), le salaire ouvrier est discrètement et subitement doublé et le 9 juin le parti réussit à faire basculer la masse des étudiants dans les bras de Tito. Vuk Draskovic, futur monarchiste, apparatchik à l'époque, en est l'artisan à la Faculté de Droit : on chante et on danse toute la nuit à la gloire du père du peuple. A la Faculté de philosophie on l'appelle « *la maison des jaunes* » et on pleure amèrement.

C'est seulement seize ans plus tard que j'ai appris un détail croustillant au sujet de ce dénouement, bien qu'en 1968 j'étais jeune étudiant en philosophie, fai-

sant partie du groupe le plus radical autour de Vlado Mijanovic, qui était assez bien informé : c'est le futur conseiller de Slobodan Milosevic, le professeur Mihailo Markovic (1), à l'époque autorité politique incontestable parmi les professeurs et les étudiants, qui a négocié en secret avec l'émissaire direct de Tito, Vljako Begovic (haut responsable de la police politique stalinienne en Espagne et dans la résistance française), et a accepté de saborder le mouvement étudiant sans aucune contrepartie valable, sinon la possibilité pour les professeurs de philosophie de garder encore un certain temps leurs chaires, leur école et leur revue. M. Markovic l'a reconnu dans une interview.

Le repli massif des étudiants n'a pas empêché l'aile marchante, située à la Faculté de philosophie et autour du journal *Student* (devenu hebdomadaire indépendant et diffusé dans plusieurs villes de façon militante à plus de 40 000 exemplaires) de continuer la lutte. C'est seulement au printemps 1969 que *Student* sera "normalisé", à l'instar de la Tchécoslovaquie. Il y avait dans ses pages un fort accent de solidarité avec les travailleurs : un groupe d'étudiants avait même fait la grève de la faim en solidarité avec les mineurs bosniaques affamés et révoltés. Il y avait une solidarité sincère avec le peuple tchécoslovaque, et le suicide de Jan Palach a marqué tous les esprits. On commençait à toucher les sujets tabou : Goli Otok (2), où Tito a détruit physiquement et humainement quelques dizaines de milliers de communistes de première heure, sous prétexte de combattre le danger stalinien intérieur, entre 1948 et 1955 ; on commençait aussi à évoquer le nom de Trotsky et sa destinée de révolutionnaire intransigeant assassiné par Staline.

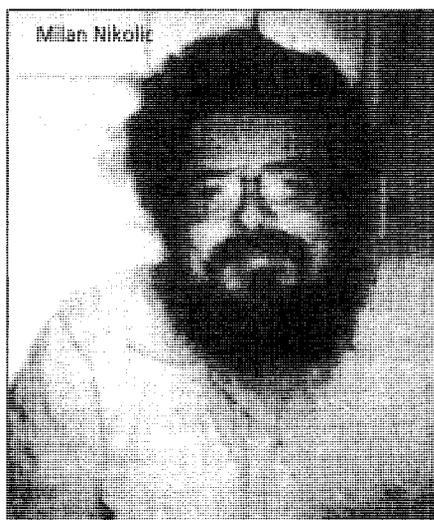
### Une répression ciblée à gauche

Les interdictions, les arrestations, les procès politiques ont marqué au cours des années soixante-dix la nette volonté du pouvoir de liquider la gauche socialiste. Déjà en 1968, à Zagreb, l'appareil s'appuie sur sa droite nationaliste pour combattre la gauche (Gajo Petrovic, Milan Kangrga, philosophes, fondateurs de *Praxis*), mais très vite il est amené à régler son compte au "nationalisme" croate débordant (3) et au "libéralisme" serbe, impuissant à faire taire le foyer de contestation à la Faculté de philosophie (4).

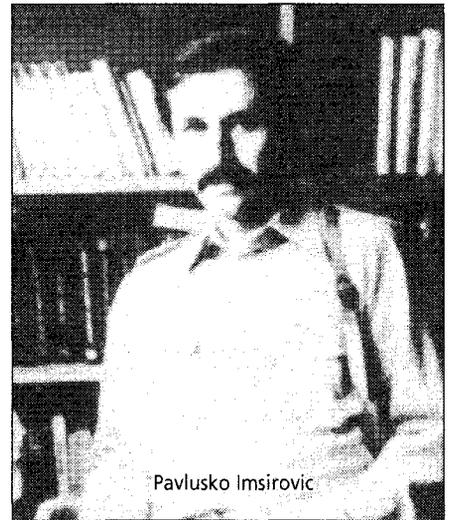
Dans cette chaîne de procès, l'un est politiquement plus significatif et ce n'est pas un hasard si, contrairement aux autres, il est tombé dans l'oubli : le procès "trotskiste" en 1972. Pavlusko Imsirovic, Jelka Klajic et Milan Nikolic sont condamnés à la prison pour avoir été en contact avec un groupe trotskyste yougoslave de Paris (faisant partie des groupes affiliés au Comité International à travers l'OCI de Lambert et la Ligue hongroise de Varga) et avec le Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale. On leur reprocha d'avoir voulu construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire. Danilo Udovicki (fils d'un combattant d'Espagne et haut fonctionnaire des Affaires étrangères de Tito et d'une résistante française) de même que le poète Srba Ignjatovic sont, peu ou prou, condamnés pour de semblables motifs (5).

### A-socialiste, non-socialiste, anti-socialiste...

La gauche yougoslave sentit passer le souffle du boulet. Le groupe yougoslave de Paris, Lambert aidant (6), s'est vite disloqué. Le panneau "danger de mort" est pointé sans équivoque sur l'opposition de gauche, comme dans les années trente lorsque Tito est monté très vite sur le dos des cadavres des communistes yougoslaves liquidés par Staline. A partir de ce moment la gauche yougoslave est enterrée vivante. Tout ce qui était mollement socialiste devenait petit à petit a-socialiste,



non-socialiste, anti-socialiste. Ayant publié par sympathie les œuvres de Trotsky, Predrag Vranicki (de *Praxis*) déclare in extremis dans une postface que l'autogestion yougoslave n'a pas besoin de révolution politique ni permanente.



Si la Yougoslavie a pu sombrer dans la barbarie nationaliste, si aujourd'hui les fascistes ont pignon sur rue et les vrais socialistes sont refoulés dans les petits trous, c'est pour une grande partie l'œuvre de la répression titiste des années soixante-dix, qui a détruit la gauche et laissé le champ libre à la droite. Et si on ne peut lui imputer l'évolution ultérieure de Tadjman, ni celle de Milosevic, il est utile de rappeler d'où ils viennent et de poser la question comment ont-ils pu si facilement s'imposer ?



1. Mihailo Markovic, philosophe, fondateur de la revue philosophique "Praxis" (1963-1975) qui rayonnait en tant que laboratoire d'un marxisme ouvert. Animateur de l'école de Korcula, véritable université marxiste d'été qui permettait des débats avec notamment les représentants internationaux de la "nouvelle gauche", dont des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale. Devenu nationaliste et vice-président du Parti socialiste serbe (ex-LCY en Serbie) de Slobodan Milosevic.

2. Goli Otok fut un camp d'extermination particulièrement dur. Outre les pro-staliniens, nombre d'opposants communistes ou d'opposants potentiels y furent incarcérés. Peu ont survécu.

3. Mika Tripalo, dirigeant du parti en Croatie fut limogé en 1972 pour déviation nationaliste. Franjo Tadjman, ancien général, Marko Veselica, assistant à l'Université de Zagreb, Drazen Budisa, étudiant nationaliste, etc. furent condamnés en 1971.

4. Latinka Perovic et Marko Nikezic, dirigeants libéraux du parti en Serbie, sont limogés en 1975.

5. Danilo Udovicki était accusé d'avoir traduit une lettre de Milan Nikolic à Ernest Mandel, ce qui lui a valu un an de prison.

6. L'organisation française OCI (devenue depuis PCI, puis Parti des travailleurs), dirigée par Pierre Lambert, avait alors exclu la majorité des militants originaires des pays de l'Est de son "comité international", accusant le principal d'entre eux, le hongrois Michel Varga, d'être un "agent du KGB et de la CIA", sans preuve aucune.

Refusant d'aller plus loin à gauche dans la clarification théorique et l'organisation pratique ("danger de mort"), l'opposition s'est condamnée à virer lentement à droite. Jusqu'au milieu des années quatre-vingt elle a cependant maintenu une certaine unité sur la base de revendications démocratiques. Même dans le fameux Mémorandum de l'Académie (7) il y a encore de la sympathie pour la classe ouvrière. Mais les écrivains dans le sillage de Dobrica Cosic (8) ont entraîné les philosophes, journalistes et la majorité des intellectuels, y compris un grand nombre de soixante-huitards, vers le nationalisme grand-serbe.

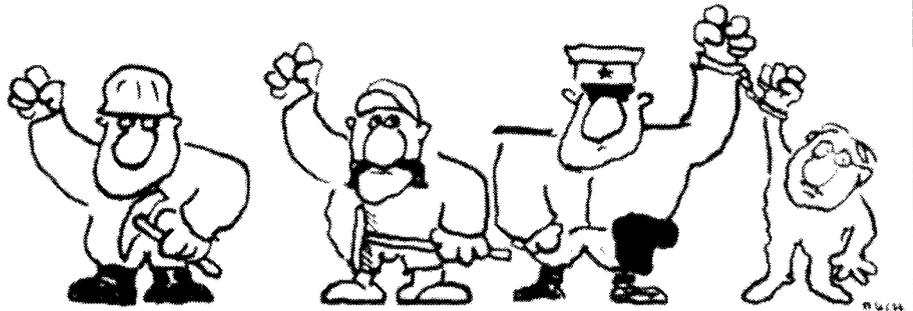
C'est l'Académie et l'Union des écrivains qui ont forgé la nouvelle idéologie droitière nationaliste, que l'appareil du parti s'est appropriée en faisant monter l'homme résolu à trancher par le fer et le feu la paralysie fédérale. C'est face à la montée ouvrière gréviste, dont le point culminant fut l'occupation du parlement fédéral par 5000 ouvriers de Vukovar, Serbes et Croates confondus, pendant une dizaine de jours en 1987, que le pouvoir commença à se disloquer entre les différentes Républiques, cherchant chacun ses alliés dans la petite-bourgeoisie intellectuelle, l'Église, l'émigration politique bourgeoise, voir le milieu. Les éléments ultra-nationalistes, fascistes, sont protégés par la police politique quand elle n'est pas leur tuteur direct.

### Que sont les soixante-huitards devenus ?

Que sont devenus les dirigeants étudiants et leurs professeurs de 1968 ?

Politiquement et géographiquement, c'est la dispersion. Plus nombreux sont ceux qui ont directement contribué à la vague nationaliste que ceux qui s'y sont opposés. Mihailo Markovic et Ljubomir Tadic, devenus académiciens, signent toujours les pétitions en défense de ce "pur serbe" qu'est Radovan Karadzic (9). A leurs côtés on remarque Djordjije Vukovic, rédacteur en chef du *Student* rouge de juin 1968 et son successeur Aleksandar Llic. L'une des têtes pensantes en 1968 à la faculté de droit, Kosta Cavoski, a rédigé récemment le mémorandum théorique pour les avocats de Karadzic. Il est à la tête du parti libéral avec le professeur de lettres Nikola Milosevic (devenu monar-

## Vive l'alliance Ouvriers-Paysans-Intellectuels !



chiste) qui soulevait les ovations des étudiants massés dans l'ampli avec ses sarcasmes contre le régime en 1968. Ljubisa Ristic, l'homme du théâtre d'avant-garde, est devenu président du JUL, le parti de la femme de Milosevic (10). Se voulant gauchiste incorrigible, il siège aujourd'hui sur les mêmes bancs que le chef de guerre *tchetnik* Vojslav Seselj (11). Milorad Ekmecic, historien de Sarajevo devenu académicien serbe à Belgrade, solidaire des étudiants en 1968, est aujourd'hui un chauvin hystérique sans bornes. L'acteur dramatique Stevo Zigon, Slovène, récitait en 1968 Robespierre devant les étudiants. En 1989 il est devenu l'adepte le plus fougueux du "peuple céleste" (12). L'un des plus talentueux collaborateurs de *Student* en 1968-69, Milovan Vitezovic, devint par la suite feuilletoniste national de la télévision et, après un discours inspiré en l'honneur du président serbe, reçut la sinécure de chef du programme culturel de la TV de Belgrade (TV "Bastille").

Mais il y a une minorité qui n'a pas hurlé avec les loups. Et même qui a fait preuve d'un grand courage ces dernières années. Parmi les professeurs de philosophie, ni Nebojsa Popov ni Zaga Golubovic n'ont suivi le nationalisme, mais la palme du courage appartient sans doute à Miladin Zivotic, décédé l'année dernière (13). Alija Hodzic, rédacteur de *Student* jusqu'à sa normalisation, installé depuis à Zagreb, fait seul l'honneur à son ancien journal. Vlado Mijanovic vit aux USA, de même que Danilo Udovicki, l'un comme l'autre ont fait connaître leur opposition au nationalisme grand serbe. D'autres soixante-huitards, qui sont passés par la prison au début des années soixante-dix, y sont également opposés, parfois activement : Lazar Stojanovic, Pavlusko Imsirivic, Milan Nikolic... Jelka Klajic-Imsirovic est

l'une des "Femmes en noir" (14) Notre camarade de 1968, Skelzen Maliqi est devenu par la suite un journaliste respectable parmi les démocrates albanais...

Notre génération est partie dans tous les sens, surtout dans le sens réactionnaire. Parler de 1968 n'a de sens que pour aider les nouvelles générations à se positionner sur le chemin du progrès et du socialisme contre le cours barbare actuel.

14 juin 1998

7. En 1986 des intellectuels de premier plan ont rendu public un ensemble de revendications démocratiques et sociales (représentant l'idée d'une chambre autogestionnaire apparue au cours de la révolution polonaise de 1980-81). Mais ce texte commençait aussi à introduire les fondements d'une idéologie nationaliste...

8. Membre du CC de la LCY et exclu du parti en 1968 pour nationalisme serbe, Dobrica Cosic n'a joué aucun rôle dans le mouvement étudiant.

9. Chef des nationalistes serbes en Bosnie, poursuivi pour crime contre l'humanité.

10. JUL — Gauche yougoslave — apparaît comme le joker de Milosevic dans le jeu politique serbe.

11. Vojslav Seselj chef du Parti radical qui dispose de la moitié des 26 ministères aux côtés du Parti socialiste serbe de Milosevic. Les Tchetsniks constituaient le mouvement de résistance royaliste serbe pendant la seconde guerre mondiale. Ils ont été assimilés sans nuance à des collaborateurs par l'historiographie officielle titiste.

12. Lors des crimes commis par les nationalistes serbes en Bosnie un hiérarque religieux serbe n'a pas hésité à absoudre par avance les tueurs serbes, qualifiés de "peuple céleste", "élu par Dieu".

13. Miladin Zivotic était le président du "Cercle de Belgrade", centre anti-guerre au cœur de la Serbie de Milosevic.

14. "Les Femmes en noir" est une organisation de femmes qui s'oppose au nationalisme, à la mainmise de l'Église sur la vie publique et surtout qui agit contre la guerre, organisant des manifestations dans le centre de Belgrade en solidarité avec les Bosniaques et les Albanais (manifestations fréquemment attaquées avec violence par les passants au chauvinisme exacerbé).



# Turquie 1968

## du radicalisme républicain au socialisme

par  
Masis Kürkçügil

L'importance des événements de 1968 en Turquie vient du fait qu'ils constituent le tournant de la période politique initiée par le coup d'État de 1960 et qui s'achèvera par l'intervention militaire du 12 mars 1971. Mais pour la jeune génération d'aujourd'hui, son intérêt est limité, d'autant que les deux décennies suivantes, ont été le théâtre d'événements beaucoup plus tragiques, celle des années 70 avec l'assassinat de milliers de personnes dans le cadre de la lutte contre la montée du fascisme, celle des années 80 avec la répression de masse qui a suivi le coup d'État de 1980.

En Turquie, les mouvements de jeunesse de 1968 ont plus été le fruit d'un processus cumulatif, que d'une explosion sociale. Le coup d'État mili-



taire de 1960, mené par de jeunes officiers proches du CHP (parti kémaliste traditionnel, alors dans l'opposition contre la droite conservatrice), avait été précédé de manifestations dans les universités. Ce mouvement ayant donné en partie sa légitimité au coup d'État, les étudiants ont pu bénéficier durant cette période d'un statut politique privilégié. Le coup d'État a débouché sur la rédaction, par les militaires, d'une constitution qui a toujours été considérée par la gauche comme étant la plus libérale que la

Turquie ait jamais eue.

Cela a en tout cas abouti à un éclatement de la droite et à une revitalisation des mouvements sociaux et de la gauche. Preuve en est la création, par des syndicalistes, du Parti ouvrier de Turquie (TIP) en 1961. Ce parti a joué par la suite un rôle très important dans la gauche turque, avec l'arrivée dans ses rangs et à sa direction d'intellectuels marxistes comme Mehmet Ali Aybar, qui en est devenu le président. Aybar avait une approche qui lui était propre, très différente de la tradition des PC : il était en quelque sorte un "eurocommuniste avant l'heure".

Au début des années 60, le mouvement socialiste a pu ainsi s'exprimer devant de larges masses, dépassant pour la première fois le cercle étroit du petit PC turc. Il a obtenu 3 % des voix aux élections législatives de 1965 et, grâce à un système de proportionnel-

le intégrale (qui a été appliqué pour la seule et unique fois à l'époque), il a pu introduire 15 députés socialistes au Parlement, qui, par leur vitalité, ont marqué l'histoire du parlementarisme turc. Cette période a été l'apogée du mouvement et du prestige de la gauche. Presque tous les groupes socialistes soutenaient d'ailleurs à l'époque le TIP, à l'exception d'un cercle d'intellectuels qui estimaient que la seule solution "dans un pays comme la Turquie où le prolétariat était encore embryonnaire" (sic) était

de favoriser un putsch militaire de gauche.

### Joseph Oulianov Trotsky...

Les intellectuels socialistes avaient pu instaurer une réelle hégémonie et même le CHP, parti qui avait fondé la République, avait commencé à se définir comme un parti de "centre gauche". Cela étant, le "socialisme" dont il était question était en fait un mélange de populisme tiers-mondiste et de radicalisme républicain. Sans parler de léninisme ou de marxisme, il n'était même pas question d'influence stalinienne (le stalinisme s'est surtout imposé dans les années 70), car même les anciens cadres du PC avaient une piètre formation. En fait, on attendait du TIP, un parti tout au plus social-démocrate populiste, qu'il joue un rôle politique de parti socialiste.

Le mouvement socialiste, déconnecté du monde extérieur, avançait en tâtonnant, au gré du hasard. Les poèmes de Nazim Hikmet et les chants populaires étaient à la base de la formation des militants. Malgré ces limites intellectuelles, quelques débats pointus, notamment sur la nature et la formation sociale de l'Empire ottoman et des relations entre le kémalisme et le socialisme, étaient menés dans des cercles limités. Mais le mouvement s'intéressait surtout à la découverte de solutions radicales à court terme.

En fait, la traduction de la littérature socialiste et des classiques du marxisme, limitée jusqu'alors (en raison de la répression) à quelques brochures, n'a réellement vu le jour qu'à la fin des années 60, avec l'impulsion





des événements de 68. Du coup, une furia de livres sur les révolutions cubaine, vietnamienne ou chinoise a été jetée en pâture à un public avide, mais dépourvu de toute formation de base. D'ailleurs, même le *Manifeste communiste* et les autres classiques n'ont été publiés qu'à cette période. L'apprentissage du socialisme s'est donc réalisé dans l'allégresse de 68, bien des années après la fondation du TIP, dans une ambiance de renaissance révolutionnaire et de radicalisme à court terme. Dans cette furia, où les choix conscients côtoyaient le hasard, le *Traité d'économie marxiste* de Mandel et le *Trotsky* de Deutscher ont été publiés pêle-mêle en même temps que des livres de Staline ou de Dimitrov.

### Mustafa "Che" Atatürk...

Le mouvement étudiant fondait à l'époque sa légitimité sur sa défense des idées d'Atatürk, ou plus exactement des idées prêtées à Atatürk (considéré par beaucoup comme un "leader anti-impérialiste précurseur du socialisme"). Du coup, les étudiants bénéficiaient d'une certaine tolérance devant les tribunaux. Cette radicalisation du mouvement étudiant, qui n'avait pas encore rompu avec l'idéologie officielle du régime (portant d'une main des posters du Che et de l'autre ceux d'Atatürk), était parallèle à la montée en puissance du TIP.

Les étudiants de gauche, qui se reconnaissaient jusqu'en 1968 dans le TIP, ont commencé à se radicaliser et à se différencier, sous les influences

contradictoires du maoïsme, du guévarisme ou du foquisme. Il faut noter que la direction du TIP avait sérieusement contribué à l'accomplissement d'une période d'accumulation primitive de forces de l'organisation socialiste. Mais elle avait été incapable de saisir la problématique de la nouvelle période caractérisée par les montées du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier, ainsi que des mouvements de paysans (qui se manifestaient exceptionnellement ça et là). Elle s'est repliée sur elle-même. L'invasion de la Tchécoslovaquie a d'ailleurs abouti à une scission de la vieille direction du TIP : le leader historique de ce parti, Aybar, a condamné l'intervention soviétique et s'est isolé du reste des cadres. Le déclin du parti s'est exprimé par un recul électoral en 1969. L'année suivante, le TIP n'était plus qu'une petite fraction dominée par un groupe stalinien pro-moscovite. A partir de la fin de l'année 1969, le mouvement socialiste était en fait représenté par la jeunesse radicalisée. 1968 avait marqué un point de plus.

### Le 68 des étudiants...

Lorsque presque toutes les universités ont été occupées en juin 68, avec des revendications essentiellement scolaires, cela n'a pas provoqué de heurts dans l'immédiat avec le gouvernement. Le premier slogan utilisé (qui disparut rapidement) était : « *Ni droite ni gauche, boycott des cours !* ». Très rapidement, une vie alternative s'est organisée. Débats, forums, manifestations, chants, etc., ont fondé ce que l'on peut surtout appeler un "état d'esprit commun".

Le principal point commun entre la tradition du radicalisme républicain et du socialisme, était la défense de la souveraineté nationale contre les puissances étrangères. La visite au Bosphore de la 6<sup>e</sup> Flotte américaine a donné lieu en juillet 1968 à des manifestations de protestation de grande envergure. Mais cela a marqué la rupture avec la tolérance du gouvernement, soucieux de ménager son grand allié d'outre-Atlantique. La descente de la police dans les cités universitaires a fait grimper la tension. Les marins américains ont eu alors les pires difficultés pour descendre à terre : la police a été vite débordée et c'est l'armée qui a dû intervenir pour

rétablir l'ordre. C'est aussi à cette époque que l'extrême droite, aussi bien les "barbus" intégristes que les premiers lous-gris (milices fascistes) ont été poussés par le pouvoir à attaquer la gauche. L'assassinat d'un étudiant par la police allait marquer le début d'une longue vendetta.

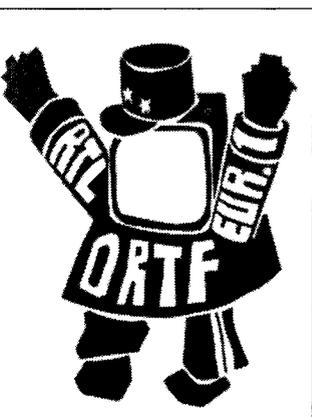
### Le 68 des ouvriers

Avec la création du DISK (syndicat de gauche) le 13 février 1967, par les mêmes syndicalistes qui avaient fondé le TIP 6 ans auparavant jour pour jour (et dont certains avaient été élus députés en 1965 sur les listes de ce parti), le mouvement ouvrier allait pouvoir se débarrasser de la tutelle de la bureaucratie du Türk-İs, la centrale syndicale pro-gouvernementale. Il s'agissait en fait de la rupture de l'aile gauche de cette bureaucratie syndicale : en effet, même dans les années 70, qui marqueront son apogée, le DISK restera toujours marqué par ces mêmes structures bureaucratiques. Le mouvement ouvrier connaissait alors à son tour une mutation importante et acquérait une auto-confiance, avec notamment une série de grèves sau-



vages. La première occupation d'usine à Istanbul, celle de Derby, un mois après le début de mai 1968, était le début d'un processus historique. L'occupation de l'usine de fer forgé, l'une des citadelles de l'époque, la tentative de répression de la police et la défense héroïque des ouvriers et de leurs familles marqua l'histoire du mouvement ouvrier.

En fait, malgré certaines intersections, la dynamique du mouvement étudiant et celle du mouvement ouvrier suivaient des cours différents. Au fil des visites des étudiants sur les lieux de grèves, leur slogan favori de l'époque, « *Jeunesse et armée au coude à coude* », laissait progressivement sa place au slogan « *armée et ouvriers au coude à coude* » ! En juin 1970, un peu comme lors du "mai rampant" en Italie, le mouvement



ouvrier de Turquie réalisait pour la première fois de son histoire une manifestation de masse contre un projet de loi syndicale répressive : 100 000 ouvriers descendaient dans la rue, s'affrontaient avec la police, érigeaient des barricades. Istanbul était "libéré". Mais la loi martiale fut proclamée.

### Le 68 des Kurdes

Un autre 68 a été celui des militants socialistes kurdes, qui s'étaient également organisés jusqu'alors dans le TIP, bénéficiant cependant d'une certaine autonomie au sein de ce parti, au même titre que les syndicalistes. Juste dans la foulée de 68, les socialistes kurdes ont créé leurs premières organisations indépendantes des Turcs, les Foyers révolutionnaires de culture d'Orient (DDKO). Ils ont alors scissionné des Fédérations de clubs d'idées (FKF), qui allaient donner naissance au fameux Dev-Genç (Jeunesse révolutionnaire, ancêtre de Dev-Yol). Les cadres kurdes de cette époque ont posé les jalons de leurs partis politiques indépendants des années 70 dans les geôles de la prison de Diyerbakir, après l'intervention militaire de 1971. C'est ainsi que la renaissance kurde est née dans les années 70, sur base de cette prise de conscience nationale historique de différenciation politiquement indépendante des organisations turques amorcée en 1968. Ajoutons que le PKK n'existait pas encore à l'époque, même sous forme de projet embryonnaire.

### La fin de 68

1968 marquait à la fois l'apogée et le chant du cygne de la montée de la gauche des années 60. Les luttes de fraction sectaires, les chants paysans (surtout alévis) sur lesquels on avait plaqué des paroles "de gauche" et les motifs nationaux, ainsi que les valeurs militaristes viriles plutôt que révolutionnaires ont rapidement étouffé l'ambiance festive mixte des premières semaines de mai 68. En moins de deux ans, la montée du mouvement de masse laissa rapidement sa place aux groupuscules intolérants qui s'identifiaient avec la révolution et s'excommuniaient mutuellement. Au moment de l'ultimatum des généraux, le 12 mars 1971, les eaux révo-

lutionnaires s'étaient retirées depuis belle lurette.

Les mouvements de masse auxquels les étudiants avaient participé activement n'ont pas pour autant contribué à leur maturation politique. Au moment même où le pays était confronté aux manifestations ouvrières les plus massives de son histoire, les étudiants s'affairaient à fonder des organisations de guérilla urbaine. L'intervention militaire allait mettre fin de façon sanglante à tout ce processus.

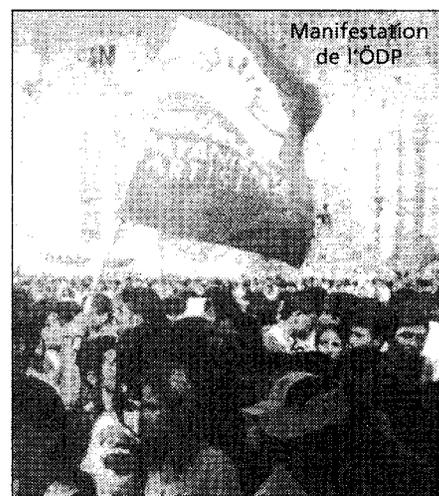
1968 était le fruit de l'accumulation des années 60 et non pas d'une quelconque influence extérieure. En voulant rompre avec la gauche traditionnelle, il s'est emmêlé les pinces, n'ayant pas le bagage ni l'expérience politique nécessaire. Il a donc dû payer la facture de toute une période et du vieux monde. L'armée s'est lancée dans une répression sauvage contre la gauche après avoir renversé le gouvernement de droite du premier ministre Demirel (l'actuel président de la République). Cela n'a pas empêché les députés du parti de Demirel de donner leur aval à la pendaison de trois jeunes leaders du mouvement étudiant et d'applaudir l'assassinat de dizaines d'autres. Ainsi, la droite turque se consolait, en estimant qu'elle avait pris sa revanche sur le coup d'État de 1960 (perçu comme venant de la gauche), qui avait pendu le premier ministre de droite et deux de ses ministres. Quant aux jeunes militants révolutionnaires, qui avaient fondé les organisations subversives les plus radicales de l'histoire de la République, ils se défendaient devant les tribunaux et le régime militariste en vantant les mérites du kémalisme (qu'ils identifiaient à la révolution démocratique bourgeoise) et de la Constitution de 1961...

Les soixante-huitards rescapés ont également été aux avant-postes des différents mouvements d'extrême gauche des années 70. Mais au-delà d'un "état d'esprit commun", aucune valeur concrète ni même aucune culture commune ne leur servait de ciment. Le sectarisme et l'étroitesse d'esprit hérités de cette époque et approfondis par leurs successeurs avec l'hégémonie montante du stalinisme a coûté cher à la nouvelle génération révolutionnaire des années 70, qui a été décimée dans le courant de

la lutte contre le fascisme et brisée par la répression de la nouvelle dictature militaire de 1980. Le véritable bilan de cette histoire dramatique, qui a marqué le processus de rupture de la gauche traditionnelle, ne pourra vraiment être tiré qu'avec les luttes à venir du Parti de la liberté et de la solidarité (ÖDP), où les soixante-huitards sont toujours présents, mais qui repose surtout sur une fusion des rescapés de la génération des années 70 et de la jeunesse radicalisée des années 90.

L'ÖDP réussira-t-il à devenir un parti de masse, légitime et socialement actif, comme le TIP de 1965? Réussira-t-il à rétablir une nouvelle hégémonie de l'intelligentsia de gauche? A devenir un point de référence sociale? Réussira-t-il à briser (d'abord en son sein) les relations patriarcales? Pourra-t-il connaître une croissance dynamique en étant capable de faire face aux crises politiques? Va-t-il pouvoir donner toute leur place aux jeunes, aux femmes et aux travailleurs? Va-t-il être capable d'être une base de masse pour la création d'une contre-société?

Si les luttes de la période à venir nous permettent de donner des réponses positives à ces questions, on pourra alors dire que 1968 a pu y contribuer positivement. Mais il ne faut pas oublier que la période des années 70 a été beaucoup plus fertile en termes d'accumulation d'expériences et de forces. ■



## États-Unis

### Notre camarade Frank Lovell est mort

Une attaque cardiaque a emporté notre camarade Frank Lovell, le 1<sup>er</sup> Mai 1998 à New York. L'engagement politique et la perspicacité d'analyse de Frank étaient largement appréciés, comme l'étaient sa chaleur, sa curiosité intellectuelle, son sens de l'humour et son intérêt pour tous.

Au début des années trente, Frank obtient son diplôme de philosophie à l'Université de Californie. Attiré par le mouvement socialiste juste après la grève générale de San Francisco, il rejoint en 1935 le *Workers Party of the United States* dirigé par James P. Cannon et A.J. Muste. Engagé dans la marine marchande, il devient un des organisateurs du syndicat *Sailor's Union of the Pacific*.

En 1938 Lovell prend part à la fondation du *Socialist Workers Party*, dont il devient un des dirigeants. Durant des années il sera rédacteur responsable des questions sociales de l'hebdomadaire *The Militant*, alors le journal socialiste le plus diffusé aux USA. A la fin des années quarante, à Portland (Oregon), il édite *The Defender*, un journal syndical d'opposition au conservatisme et aux purges qui s'en prennent aux militants de gauche dans l'industrie et les syndicats maritimes.

Exclu du syndicat des marins, Frank s'installe à Detroit au début des années cinquante avec sa femme Sarah et leur fille Joan. Embauché comme ouvrier dans l'industrie automobile, il rejoint le syndicat *United Auto Workers*. Avec leurs proches amis George et Dorothea Breitman, Frank et Sarah jouent un rôle important dans le mouvement ouvrier et socialiste de Detroit. Ils y fondent et animent durant des années le Forum socialiste du vendredi soir, dont les débats attirent les dirigeants syndicaux, les intellectuels, les étudiants, les militants des droits civiques et du mouvement de libération des Noirs.

Frank fut également actif sur le terrain électoral, notamment comme candidat du SWP pour le poste de gouverneur de l'État du Michigan en 1954, 1958 et 1964.

A la fin des années soixante il déménage à New York, où il devient responsable du travail syndical au sein de la direction du SWP.

Au début des années quatre-vingt, Frank et Sarah font parti des

centaines de militants exclus du SWP, lorsque la nouvelle direction de ce parti rompt avec le trotskisme. En 1983 il initie la publication du *Bulletin in Defense of Marxism*, dont il devient le premier rédacteur. Entre 1983 et 1992, au sein d'un petit groupe connu sous le nom de *Fourth Internationalist Tendency*, Frank et Sarah (morte en 1994) essayent d'œuvrer en faveur de l'unification des partisans américains de la IV<sup>e</sup> Internationale. Après la dissolution du groupe, une partie de ses membres, dont Frank et Sarah, rejoignent *Solidarity*. Impressionné par les conférences du journal syndical *Labor Notes*, il sentait que les forces regroupées autour de cette publication, de même que les courants syndicaux tels *Teamsters for a Democratic Union*, annoncent un important renouveau du syndicalisme américain. Il s'était également engagé dans le projet de fondation du *Labour Party*, participant à son premier congrès en 1996 et se préparant à prendre part à son second congrès cet automne.

A la fin de sa vie Frank s'est engagé dans la création et l'administration de la fondation *Thomas Giunta Living Trust*, nommée ainsi d'après un marin trotskiste. Ce fond a soutenu financièrement la Fondation Mandel de Bruxelles, le Musée Trotsky de Coyoacan à Mexico et la bibliothèque Tamiment Labor Library où sont déposées les archives du trotskisme américain rassemblées par Georges Breitman et Frank Lovell.

Un meeting à la mémoire de Frank aura lieu le dimanche 20 septembre à la Tamiment Labor Library, à l'Université de New York. [P. L.B.]

## France

### Mort de Marcel Baufrière

Le 1<sup>er</sup> juin 1998 est mort Marcel Baufrière, à l'âge de 84 ans.

Cet ancien postier avait rejoint le mouvement trotskiste avant la guerre. Membre de la direction clandestine du Parti ouvrier internationaliste (POI) il est chargé en 1943 de réorganiser la région bretonne et de s'occuper du travail dans l'armée allemande. Il est arrêté à Brest en même temps que le groupe breton et est déporté à Buchenwald. Il sera l'un des 4 signataires de la *Déclaration des communistes internationalistes de*

*Buchenwald* (20 avril 1945).

A son retour il fera partie de la direction du Parti communiste internationaliste (PCI) puis quittera l'organisation en 1948 avec Yvan Craipeau et beaucoup d'anciens animateurs du POI.

Par la suite il travaillera comme chef du service social de l'AFP et militera activement à Force Ouvrière.

Marcel Baufrière est toujours resté fidèle à l'idéal émancipateur de sa jeunesse et n'a jamais ménagé ses efforts pour aider tous ceux qui faisaient appel à lui dans cet esprit.

On peut légitimement lui attribuer la définition revendiquée pour lui-même par Laurent Schwartz « *d'ancien trotskiste pour toujours* ».

Nous nous inclinons avec émotion devant sa mémoire.

[J.-M. K.]

## Tunisie

### Harcèlement des défenseurs des droits de l'homme

Les défenseurs des droits de l'homme sont devenus la cible d'un acharnement systématique des autorités. Poursuites judiciaires, arrestations, agressions, intimidations, écoutes téléphoniques, campagnes de dénigrement médiatique, telles sont les méthodes utilisées pour les contraindre au silence.

La dernière forme de harcèlement qui tend depuis très peu de temps à se généraliser est le suivi policier ostentatoire et permanent des quelques Tunisiens qui continuent à oser refuser le chantage au péril islamiste et à exiger un État de droit pour toutes et tous.

Ont été ou sont toujours victimes de cette pratique : Salah Zgidi (membre du comité directeur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme — LTDH), Abd Al Krim Allag (membre du comité directeur de la LTDH), Omar El Mistiri (militant des droits de l'homme), Radhia Nasraoui (avocate de tous les procès politiques), Sihem Ben Sédrine (journaliste et ex-membre du comité directeur de la LTDH), Sadri Khiari (militant des droits de l'homme), Moncef Marzouki (ex-président de la LTDH), Moktar Trifi (avocat et militant des droits de l'homme), Nouredine El Kousri (avocat et militant des droits de l'homme), Bochra Belhadj Hmida (présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates). [S. L.]

## Livres

### Les Juifs d'extrême gauche en mai 68

Yaïr AURON (Albin Michel)

En mai 68 l'extrême gauche a fait parler d'elle en France et parmi ses représentants se trouvaient de nombreux jeunes Juifs. Le record était battu par la Ligue communiste dont le Bureau politique ne comportait qu'un seul "goy". Mais la proportion était également notable chez les autres trotskistes, les maoïstes ou le mouvement du 22 mars.

Le phénomène avait été très peu étudié et a captivé l'universitaire israélien Yaïr Auron dont le travail vient d'être traduit en français.

Il distingue les "radicaux juifs" des "juifs radicaux" : les premiers, sans nier le moins du monde leur identité juive, n'établissaient cependant aucun rapport direct entre leur judaïté et leur engagement révolutionnaire, contrairement aux "juifs radicaux", très minoritaires.

L'auteur a procédé à plus de 70 interviews échelonnées sur 15 ans, pour essayer d'appréhender « *les tensions inhérentes au particularisme de l'identité juive et à l'universalisme de l'identité humaine* ». Pratiquement tous les interviewés, soit « *enfants de la guerre* », soit « *enfants de rescapes* », admettaient que le souvenir de la Shoah avait quand même dû jouer un rôle déterminant dans leur engagement, même s'ils n'en n'avaient pas conscience en 1968. Cette présence de la Shoah devait également marquer tous les participants de mai 68 dont les slogans les plus populaires furent « *CRS-SS !* » et « *nous sommes tous des Juifs allemands !* » alors qu'à la contre-manifestation gaulliste du 30 mai des groupes hurlaient : « *Cohn Bendit à Dachau !* »

Curieusement l'auteur ne fait aucune référence au grand nombre de Juifs qui se trouvaient dans le mouvement révolutionnaire en Russie et en Europe centrale bien avant la Shoah. Celle-ci n'a fait que porter au paroxysme le sentiment des Juifs d'être persécutés et la volonté de beaucoup d'entre eux de lutter contre toute oppression en rejoignant les rangs des révolutionnaires.

Les points de vue sur la question juive des différentes organisations d'extrême gauche en 68 sont passés au crible très honnêtement et il faut avouer que la Ligue communiste ne s'en tire vraiment pas trop mal...

Jean-Michel Krivine



par  
Robert Noirel\*

La France vient de connaître sa plus longue grève d'enseignants, à l'échelle d'un département, l'un des plus peuplés du pays, la Seine Saint-Denis (1). Une lutte de deux mois, ce n'est pas courant dans l'Éducation nationale, où les grèves reconductibles sont rares, hormis en Mai 68 ou en Décembre 95.

## Deux mois de lutte

Le 12 mars 1998, une dizaine de collèges (2) se mettent en grève pour obtenir des moyens en personnel afin de faire face aux difficultés qui les assaillent, notamment en termes de violences de jeunes en très grande détresse sociale. Depuis le 3 février, des représentants d'établissements se réunissent régulièrement pour préparer une action d'ensemble (à l'initiative du collège Louise Michel de Clichy-sous-Bois, en lutte). Parmi eux, un bon nombre de militants de l'École Émancipée (3).

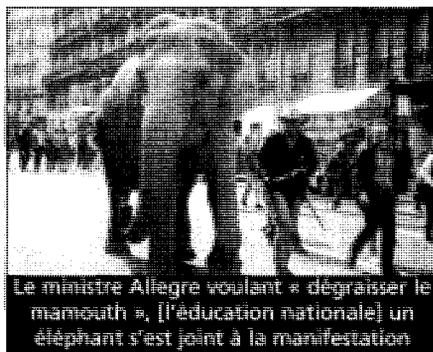
La grève s'étend rapidement à tout le département : les deux tiers des établissements de la Seine Saint-Denis seront touchés lors des plus importantes manifestations. Un tiers reste en grève plusieurs semaines de suite. Les jeunes, les parents participent au mouvement (ces derniers occupent des écoles et des collèges). Cela permet des manifestations très importantes, rassemblant parfois plus de 10000 personnes, avec une forte combativité et des slogans significatifs, comme celui-ci : « *On veut des moyens, on n'est pas des moins que rien !* ». Il y en aura 13 au total, la plupart vers le Ministère de l'Éducation Nationale.

Cette présence, ensemble, des enseignants, des élèves et de leurs parents montre que la grève de la Seine Saint-Denis a été un véritable mouvement social, posant la question de la crise dans ce département. Un mouvement qui propose comme solution le développement

# Éducation nationale : la grève la plus longue

des services publics, notamment celui de l'Éducation. Mais, bien d'autres sont dans la même situation, notamment au niveau de la santé. Il y a d'ailleurs eu une liaison entre la lutte enseignante et celle d'un des principaux hôpitaux du département.

Ces deux mois ont été également marqués par de nombreuses actions spectaculaires qui ont aidé à ce que les médias parlent de la lutte. Le 26 avril, au lendemain d'une manifestation massive, après laquelle le Ministre refusait de recevoir une délégation, et où la police se permit de charger et d'embarquer des manifestants, 250 enseignants de Seine Saint-Denis empêchèrent le déroulement normal d'une émission de radio où il devait s'exprimer, ce qui eut un grand retentissement. Pendant plusieurs jours, les gré-



Le ministre Allegre voulant « dégraisser le mamouth », [l'éducation nationale] un éléphant s'est joint à la manifestation

vistes essayaient d'être présents là où était Claude Allegre (4) pour l'interpeller. Le 28 avril, une nouvelle manifestation se terminait par l'occupation symbolique de la Sorbonne, trente ans après Mai 68. Il y eut encore nombre d'actions symboliques et la presse a souligné le caractère inventif du mouvement.

## La révolte vient de loin

La durée de cette lutte, la diversité des actions entreprises montrent une détermination à toute épreuve. Mais, comment l'expliquer ?

Depuis plusieurs années, le feu couvait sous les braises d'une situation sociale, et partant scolaire, de plus en plus dégradée.

Avec un taux d'encadrement inférieur à la moyenne nationale, les enseignants, notamment en collège, ne peuvent plus faire face à la crise de l'école en Seine Saint-Denis. C'est en effet à ce niveau que se concentre cette crise. Tous les jeunes sont accueillis au collège, mais un grand nombre, de milieux défavorisés, se retrouvent vite en échec scolaire. Comme ils ne peuvent s'en sortir dans des classes trop nombreuses pour que leur situation soit vraiment prise en compte, un certain nombre d'entre eux glissent dans la violence, vis-à-vis de leurs camarades ou des professeurs.

De nombreuses luttes isolées, mais portant sur des questions similaires (souvent à partir d'incidents violents), avaient lieu régulièrement. L'an dernier, une action d'ensemble s'était même développée à partir du soutien au collège Galois de Sevran, dont les enseignants, après un mois de grève, s'étaient vus matraqués en allant exposer leurs revendications à l'Inspection académique. Ces événements attestaient d'une communauté et d'une difficulté de situations que l'on ne retrou-

\* Enseignant en Seine-Saint-Denis, membre de la LCR. Les enseignants de la section française sont disposés à apporter des précisions sur ce mouvement de grève à ceux qui le voudraient. Ils sont également demandeurs de discussions avec les camarades d'autres pays afin d'échanger leurs expériences respectives de lutte dans l'éducation. (écrire à LCR-Enseignement, 2, Rue Richard Lenoir 93100 Montreuil, France : E-mail : redaction@lcr-rouge.org en mentionnant "pour les enseignants")

1. Département de la Région Parisienne, très touché par le chômage, où le nombre d'immigrés, notamment sans-papiers, est important. Traditionnel bastion du PCF, il connaît une forte progression du Front National.

2. Le collège réunit les jeunes de 11 à 15 ans. Situé entre l'école primaire et le lycée, il concentre les plus gros problèmes du système éducatif français.

3. École Émancipée : tendance syndicale lutte de classes existant principalement dans la Fédération Syndicale Unitaire. Elle défend l'unité dans les luttes et le soutien aux plus précaires des personnels. Les militants de la LCR en sont activement partie prenante.

4. Le Ministre (socialiste) de l'Éducation Nationale.



ve nulle part ailleurs à l'échelle d'un département.

Au-delà du légitime refus d'enseigner dans les conditions qui sont celles de bien des collèges de Seine Saint-Denis, le souci commun de beaucoup d'enseignants du département c'est la volonté de défendre et promouvoir le service public d'éducation comme rempart contre la crise sociale et politique (montée du Front National). D'où des revendications très élevées qui ont constitué la plate-forme du mouvement :

- 20 élèves par classe et les emplois statutaires correspondants ;
- refus de la précarité de l'emploi ;
- classement en ZEP (5) de tous les établissements qui le demandent.

## L'auto-organisation

Ce fut une des caractéristiques essentielles de cette lutte. Une Assemblée des établissements réunit l'ensemble des collèges et lycées présents dans l'action. Elle prend ses décisions sur la base du vote de délégués mandatés par leurs assemblées générale lors de réunions qui ont lieu environ deux fois par semaine. C'est elle qui a élaboré la plate-forme unifiante que nous avons présentée. Un Collectif d'animation, plus restreint, prépare les A.G. et assure la permanence de l'action.

C'est ce mode d'organisation qui a unifié le mouvement en dépassant les

5. ZEP : Zones d'Éducation Prioritaire : ce classement, en plus d'une indemnité pour les personnels, permet d'avoir des effectifs réduits dans les classes. Il n'est pas une solution miracle, mais est espéré par beaucoup comme une possible amélioration de leur situation. Or, peu de collèges ont obtenu ce label dans le département malgré les évidentes difficultés qui règnent partout.

6. Au moment où se développait ce type de syndicat à l'exemple de SUD PTT, mais en beaucoup plus faible et avec une ligne peu rassembleuse et parfois sectaire, contrairement aux camarades des PTT.

éventuelles divisions syndicales et en garantissant la possibilité d'agir et de décider des non syndiqués. L'ensemble des organisations syndicales était présent aux réunions et a accepté les décisions de l'A.G. des établissements. Ce lien entre l'auto-organisation de ceux qui luttent et les syndicats a renforcé le mouvement et ne peut manquer d'avoir des conséquences au sein des organisations syndicales. L'Assemblée des établissements a ainsi pu prendre les décisions d'action correspondant au vœu du plus grand nombre à chaque étape du mouvement.

## ...et les syndicats

En France, il y a une forte syndicalisation dans l'Éducation Nationale (plus de 30% des salariés, contre moins de 10% à l'échelle du pays). La principale organisation est la Fédération Syndicale Unitaire, où sont présents les militants de la LCR. Elle est organisée en divers syndicats, dont le SNES pour les collèges et lycées : celui-ci a accepté les décisions prises par les établissements auto-organisés, ce qui est une première pour cette organisation, traditionnellement méfiante vis-à-vis des diverses coordinations. Cette position a joué un rôle essentiel dans l'essor du mouvement en raison du poids du SNES (pour qui, aux élections professionnelles, votent les deux tiers des professeurs de Seine Saint-Denis). Par contre, le SNUIPP (syndicat de la FSU pour les enseignants des écoles maternelles et primaires) a freiné une extension possible du mouvement dans son secteur. Cela est dû à la moindre mobilisation de sa base, certes, mais aussi au fait qu'en Seine Saint-Denis, nombre de ses responsables, encore membres du PCF, ne voulaient pas gêner la gauche plu-



rielle au gouvernement.

Quant aux autres organisations syndicales, nettement minoritaires, elles ont, elles aussi, "joué le jeu" de l'auto-organisation : il s'agit du SGEN CFTD, de la CGT (influyente dans les Lycées professionnels et où sont présents des camarades de la LCR), de SUD Éducation, créé il y a deux ans (6) et de la CNT (anarcho-syndicaliste et groupusculaire). Une seule n'a pas accepté les décisions de l'Assemblée des établissements et s'est fortement minorisée : c'est Force Ouvrière, dirigée dans l'Éducation Nationale par le courant lambertiste (Parti des Travailleurs), qui s'est encore illustré par son sectarisme et son incompréhension du mouvement de masse.

## La place des femmes

Les femmes représentent 60% des salariés de l'Éducation Nationale dans le Second Degré en Seine Saint-Denis. Dans la lutte de ce printemps, elles ont été très présentes, dans les manifestations, les A.G. et à l'Assemblée des établissements. Dans celle-ci, leurs interventions étaient généralement marquées par le souci de faire avancer le mouvement plutôt que de se faire applaudir comme nombre de "ténors" masculins.

En revanche, au sein du Collectif d'animation, organisme réduit qui dirigeait l'action entre deux réunions de la Coordination, il y avait une proportion un peu moindre de femmes ; tout comme dans les délégations élues, qui représentaient les personnels en lutte aux négociations avec les autorités. On retrouvait là la division traditionnelle et le rôle des hommes à qui la vie sociale laisse du temps pour s'investir dans ce type de tâches (au total, cela faisait souvent quatre soirées par semaine prises pour les membres du Collectif d'animation !).

Mais c'est surtout dans les directions syndicales que les femmes étaient sous-représentées. Presque tous les porte-parole syndicaux étaient des hommes. Au total donc, une présence des femmes dans la lutte, mais aussi des blocages qui demeurent et qui doivent être débattus pour être dépassés.

## Une grève au cœur du débat politique

C'est une évidence d'affirmer que les problèmes de l'école sont éminemment politiques, notamment dans un département où ils sont étroitement liés à la crise qui déstructure le tissu social du départe-

ment. Le mouvement des enseignants l'a confirmé en posant l'essentiel des problèmes politiques de l'heure.

Mettre en avant la défense du service public d'éducation alors que la Seine Saint-Denis connaît une forte montée du Front National, c'est participer à la lutte contre ce danger mortel. Les enseignants en lutte l'ont bien compris, qui ont décidé d'être dans la rue avec un cortège du mouvement le 28 mars lors de la manifestation anti-FN d'après les Régionales. Ils ont ainsi démontré, face aux propos d'Allègre les accusant de faire le jeu de



l'extrême-droite, qu'être au cœur des luttes sociales amenait aussi à être en pointe dans le combat contre le fascisme. En même temps, ils ont été partie prenante de la manifestation unitaire (non sans débat), alors même que défilaient les partis membres du Gouvernement auquel s'opposait leur action (7).

À l'égard de ces partis, essentiellement le PS et le PC, la grève enseignante de Seine Saint-Denis a agi comme un révélateur. Au sein du Parti Socialiste, il a fallu un mois et demi pour que s'élèvent des voix moins hostiles que celle du Ministre provocateur. La manière dont celui-ci a répondu au mouvement déshonore la gauche gouvernementale au même titre que le caporalisme de Chevènement. Tout y est passé : le mépris des personnels, l'accusation de faire le jeu du FN, les mensonges, le refus de prendre ses responsabilités (la faute serait celle des subordonnés, qui ont...mal informé le Ministre). De ce point de vue, le mot d'ordre " Allègre démission ", ô combien populaire, était parfaitement justifié. En laissant faire une politique aussi rétrograde, le Parti Socialiste ne peut que se couper de plus en plus de ceux qui ont permis son succès en juin 1997.

Mais, le Parti Communiste et la ligne de Robert Hue n'ont pas été épargnés non plus par la lutte. La Seine Saint-Denis reste, en effet, son bastion électoral avec la présidence du Conseil général (8) et nombre de municipalités. Le PC était donc

directement interpellé par la grève enseignante. Pourtant, jusqu'à la fin mars, il a soutenu le plan de rattrapage d'Allègre jugé totalement insuffisant par les enseignants, mais dont le PC pensait qu'il pouvait « contribuer à accroître la réussite scolaire » (tract distribué le 21 mars). Il y a certes eu des voix différentes, comme celle de P. Braouezec (Maire, rénovateur, de Saint-Denis), qui a fortement soutenu le mouvement. Mais, dans l'ensemble, le Parti Communiste a préféré la solidarité gouvernementale au mouvement de masse. Nul doute que beaucoup d'enseignants communistes, actifs dans la grève, ne se sont pas reconnus dans ce positionnement.

## Une première victoire du mouvement social

Le 30 avril, après un mois et demi de refus, Claude Allègre a dû recevoir les syndicats et les représentants de l'Assemblée des établissements. Ce fait constitue déjà une victoire du puissant mouvement (enseignants, parents, élèves) qui a déferlé sur la Seine Saint-Denis.

Les 3000 postes concédés, c'est d'abord la confirmation, par le Ministère lui-même, de l'importance des besoins du département. Bien sûr, à la rentrée, il ne



s'agira que de 800 postes (1000 en 1999, 1200 en 2000). Surtout, rien de clair n'est dit sur leur attribution; le Ministère et le Rectorat veulent les attribuer sur la base de projets qui risquent de diviser les enseignants en mettant les établissements en concurrence. Des risques existent donc que le Ministère tente de retourner la situation à son profit en utilisant la Seine Saint-Denis comme laboratoire de la déréglementation. D'où la nécessité de la vigilance du mouvement, qui continue à se structurer autour de l'Assemblée des établissements.

Le bilan de cette lutte, même si on ne retient que les 800 postes de cette année et avec les problèmes évoqués précédemment, est assez impressionnant. En ces temps de gel de l'emploi public, obtenir



cela à l'échelle d'un département, ce n'est pas rien. Mais, bien sûr, les situations dramatiques de nombre de collèges ne vont pas trouver de solution à la rentrée avec les 3 ou 4 postes de plus qui auront été obtenus pour chaque établissement. D'où, chez certains, une déception qui peut se transformer dès la prochaine rentrée en volonté combative pour faire appliquer réellement les décisions ministérielles et obtenir d'autres acquis.

Quoiqu'il en soit, tous s'accordent à reconnaître que la grève reconductible, auto-organisée par ceux qui luttent, en lien avec les organisations syndicales, a fait la preuve de son efficacité. C'est elle qui a permis de faire reculer Allègre car elle a posé au gouvernement un problème politique d'ampleur et l'a mis devant ses responsabilités. En ce sens, la lutte qui vient d'être menée ne peut qu'encourager les actions futures dans l'Éducation Nationale et, au-delà, dans toute la société française.

Les enseignants de Seine Saint-Denis ont montré qu'ils pouvaient faire reculer ce gouvernement qu'ils avaient contribué à mettre en place par leur vote. Comme les chômeurs et les sans-papiers, avec qui ils se sont retrouvés le Premier Mai, ils montrent le chemin d'un mouvement social d'ensemble qui doit contraindre ce gouvernement à changer de politique. Pour satisfaire les aspirations de ceux d'en-bas. Et non reprendre la logique dont la majorité des salariés ne voulaient plus en novembre-décembre 1995, déjà. ■



Les photos illustrant cet article sont de Gérard Vidal ©

7. Le cortège du PS devait d'ailleurs plier ses banderoles en approchant des enseignants regroupés en fin de manifestation et scandant « Allègre démission ! »

8. L'organisme, élu, qui gère le département et son budget.

